

n° 732 — 4 F
du 3 MARS au 9 MARS 77

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Parisien libéré :
au-delà du conflit

la gauche
peut gagner
Paris
peut revivre



Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F

pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

Le PSU et les nationalisations P. 4/5
Saint-Lô : tache rouge dans le bocage normand ? C. Wagny P. 6

Injustice

Lettre ouverte à monsieur le Substitut. V. Arcadias P. 7

Briser la chaîne

Parisien-libéré : au-delà du conflit. Rémy Grillaut P. 8
Sidérurgie : quelle bouée de sauvetage ? J.-Y. Sparfel P. 9
Languepin : une victoire révélatrice. J.-Y. Sparfel P. 10

Notre dossier

Les municipales à Paris

Serge Depaquit : « oser gagner... » P. 11/12
Des propositions pour Paris P. 13
Partis de gauche : un contrat municipal P. 14

Chrétiens pour le socialisme : deux plates-formes pour un débat. Y. Barou P. 15

Les exclus de l'intérieur

Handicapés : trois millions d'exclus. H.S. P. 16
Etre femme, OS et en grève. P. 16

Garde à vous-même

Sergent Quinard : « Pourquoi j'ai déserté ». Propos recueillis par P. Thuret. P. 17

Et pourtant elle tourne

La corne de l'Afrique : le grand échiquier. J. Sanchez. P. 18
Nous sommes tous des ennemis de la Constitution. A. Chataigner P. 19

Les armes de la critique

Louis d'Hagondange de J.-P. Venzel : on a volé le temps. D. Nores. P. 20
Pascual Duarte, de Ricardo Franco : Viva la muerte. F. Gastellier P. 21
Points de vue. R. Lanarche. P. 23
Dominique Houdard : Louise Michel ou les œillets rouges. Propos recueillis par F. Claire. P. 24



errata

Une coquille regrettable s'est glissée dans le précédent numéro de *Tribune socialiste* (n° 731), en page 11, dans l'éditorial de notre camarade Michel Mousel. Nos lecteurs auront rectifié d'eux-mêmes. Il fallait évidemment lire, dans le dernier alinéa, « ce contrôle, qui est certainement ce que les autogestionnaires ont à apporter de plus décisif à la progression de l'unité ».

Par ailleurs, l'article de François Turquan a été gratifié d'une inexactitude historique cocasse (p. 6). Il fallait, de toute évidence, épargner à Soarès (en réalité Jaurès) la gloire d'avoir été collectiviste. ■

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 100 F (1 an) ; 60 F (6 mois).

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS



éditorial

les petits pas du commis-voyageur

ROBERT était petit, mais on le voyait. Sauvagnargues était niais, mais on l'entendait de temps en temps. Jusqu'à ces derniers jours, il était difficile de voir ou d'entendre Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, sans doute plus mal connu qu'un quelconque sous-secrétaire d'Etat à la Qualité de la vie. Mais voici que le coursier fantomatique de Giscard sort de l'ombre, pour justifier la fin de non-recevoir adressée à Amalrik, rappeler le principe de la non-ingérence de la France dans les affaires d'autres Etats, opposer enfin une politique de réalisme et de discrétion aux initiatives bruyantes du président Carter.

En réalité, l'Etat français ne s'est guère privé de s'ingérer dans les affaires de pays indépendants pour y préserver la domination du capital français, comme au Gabon ou au Tchad, ou y fomenter des complots destinés à renverser des régimes progressistes. Il continue à soutenir à la force du poignet des tyranneaux féroces comme « l'empereur Bokassa » et les types variés de cliques politiciennes ou militaires dévouées à l'impérialisme. La seule non-ingérence qu'il pratique consiste à ne pas intervenir dans les Etats plus puissants que lui, ou les pays soumis à ces Etats.

CELA serait en effet contraire à la politique d'aplatissement constant qui caractérise la diplomatie giscardienne. Aplatissement devant les Etats-Unis, sur le terrain financier, économique et politique. Aplatissement devant l'Allemagne fédérale, à laquelle est laissé le leadership en Europe occidentale. Et, dans les limites laissées par la

reconnaissance de la suzeraineté américaine, aplatissement devant l'URSS, pour sauvegarder de médiocres intérêts commerciaux.

La politique étrangère de l'Etat français est ainsi exactement proportionnée aux moyens du capitalisme français, qui ne sont que limités. Giscard et son gouvernement se voient concéder — jusqu'à nouvel ordre — le rôle de garants des intérêts impérialistes en Afrique occidentale et dans une partie du Maghreb. Pour le reste, ils sont réduits à la fonction d'intermédiaires pour le Moyen-Orient entre les Etats-Unis et des Etats auxquels le mythe de la « médiation française » permet de rallier, sans grand dommages « idéologiques », le camp impérialiste.

ON échange de ce double rôle, le capital français reçoit quelques bakchiches, souvent illusoires, comme ces mirifiques contrats iraniens ou irakiens demeurés sans suites après de belles promesses, ou plus réels comme les ventes d'armes qui font de la France un des principaux fournisseurs des Etats les plus réactionnaires du monde. Sans parler des affaires négociées avec certains pays de l'Est...

Alors, dans tout cela, Amalrik, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Voilà qui dépasse de très loin les compétences de Giscard et de son commis-voyageur à particule ! Mais comment pourrait-on exiger d'un petit épicier qu'il fasse dans l'idéalisme ? Reconnaissons au moins un mérite à nos boutiquiers : celui de comprendre qu'ils ne peuvent concurrencer le supermarché de Washington.

François TURQUAN ■

l'arbre à Giscard

C'est donc dimanche que l'entreprise de récupération des thèmes écologiques a atteint son point culminant. Après les piétons de Chirac et les espaces verts du sieur d'Ornano, nous avons eu droit à l'arbre de Giscard, le plus grand, celui qui est destiné à cacher, avant les élections, la forêt des cheminées d'usines polluantes, des centrales, tout ce qui n'a pas été fait depuis 1974, comme depuis 1969, comme depuis 1968.

La manœuvre Giscard, ne doit rien au hasard. Après les déclarations écologistes de d'Ornano, de Segard et de bien d'autres, après plusieurs tentatives de noyautage des associations, après le lancement des réformistes en direction des associations progressistes, il fallait concrétiser et conclure.

Heureusement, l'essai ne sera probablement pas transformé, car les services de propagande de Giscard en ont largement trop fait. Mais aux Amis de la Terre et ailleurs, il va falloir rester vigilants : consigne a été donnée aux jeunes et moins jeunes Républicains Indépendants de s'infiltrer en masse chez les écologistes, pour modifier les rapports de force dans les associations ; tandis que les autorités préfectorales se sont vu conseiller la plus grande amabilité vis-à-vis des associations raisonnables. La gauche serait peut-être bien inspirée de ne pas se borner à faire des remontrances aux écologistes. ■

humeur: oui ou non ?

Comme on a de moins en moins de moyens, on vous refille le même titre que la semaine dernière. Avec ma mauvaise humeur en prime. Tout cela parce que dans le bordel qui règne ici, vue la pénurie, mes chers camarades ont perdu mon papier de la semaine dernière. Dommage, pour une fois que j'avais tressé des couronnes au Secrétaire national...

De toute façon, apparemment, vous vous en foutez. Si vous vous intéressez au sort de *TS*, cela finirait par se savoir. On vous demande pas d'en acheter douze, ni même deux, ni même de le lire si ça vous emmerde tant, camarades adhérents du Parti socialiste unifié, mais, au moins, faites-le lire à d'autres qui peuvent en avoir besoin, qui n'ont pas, comme vous, la science infuse. Distribuez-le, faites des abonnements : contrairement à ce que vous pouvez penser, il y a plein de gens qui sont prêts à se passionner pour la prose de... allez, un au hasard : Leduc !

Le journal, il est ceci, le journal il est cela, et gna-gna-gna et gna-gna-gna... vous vous êtes jamais demandé combien ils étaient pour faire votre journal ? Vous préférez *l'Huma* avec ses 140 types ? Bien propre, bien léchée, sans une ligne qui dépasse de la Ligne. Commencez par l'acheter, par le vendre, par faire des abonnés et comme cela les camarades de la rédaction auront peut-être les moyens d'aller en reportage ailleurs qu'à Colombes ou à Garches-les-Gonnesse. Et puis aussi, si vous trouvez qu'il n'y a pas assez d'informations, si dans certains domaines vous nous trouvez insuffisant, il ne vous est pas interdit de nous raconter ce qui se passe

autour de vous. Un article de journal, ce n'est pas une œuvre d'art : simplement une histoire avec un début et une fin et des mots de tous les jours.

Si la santé de *Tribune socialiste* est précaire, ce n'est peut-être pas entièrement de notre faute ? Oui ou non ? S'il faut se battre pour sauver le journal, vous pourriez peut-être y participer largement ? Oui ou non ? Et pas seulement en achetant un numéro de plus pour nous faire plaisir, pas seulement en nous envoyant des sous : en-fai-sant-li-re-le-jour-nal !

Si *Tribune socialiste* est sur le point de passer l'arme à gauche, c'est peut-être autant votre problème que le nôtre. Oui ou non ? Ou alors mettez-vous à *l'Unité* et allez au PS.

Ou bien nous sommes un groupuscule publiant une feuille de chou à quelques centaines d'exemplaires ou bien un parti présent avec un hebdo de qualité. Il n'y a pas de solution moyenne.

Vous vous en tirez pas simplement, je me répète, avec un billet de 50 balles pour soulager votre mauvaise conscience : la seule solution, c'est que vous vous décidiez, avec nous, à faire connaître ce journal, à lui assurer la diffusion qu'il mérite, la diffusion qui fera passer nos idées, nos analyses dans un courant plus large de l'opinion.

Et soyez suffisamment ferme pour ne plus prêter votre *TS* à qui que ce soit.

Alors ? Oui ou non ?

C.M. VADROT ■

où va la France ?

le PSU et les nationalisations

Les nationalisations constituent un thème central du débat politique, tant au sein du mouvement ouvrier qu'entre la gauche et la droite. Face à des conceptions technocratiques ou étroitement étatistes, les partisans de l'autogestion proposent aux travailleurs une orientation qui rejette à la fois les tendances bureaucratiques et la recherche d'un compromis avec la bourgeoisie. C'est le sens du texte sur les nationalisations adopté en janvier dernier par le congrès de Strasbourg, que *Tribune socialiste* publie cette semaine.

La restructuration du capitalisme international qui s'est engagée depuis plusieurs dizaines d'années se trouve aujourd'hui accélérée par la crise et par la crainte du patronat de l'arrivée de la gauche au gouvernement. Dans ce cadre, le patronat prépare le terrain pour réduire les possibilités d'intervention d'un gouvernement de gauche sur le plan légal et sur le plan économique.

Dans les entreprises nationalisables le patronat change les structures. Il crée des sociétés de holding qui divisent déjà les travailleurs et rendront plus difficiles les nationalisations par voie institutionnelle. Ces holdings chapautent alors une série de filiales totalement artificielles (par ex. Dassault, CGE, Rhône-Poulenc, Thompson, Roussel-Uclaf...). Le patronat crée les conditions d'un conflit institutionnel, avec possibilité de recours devant le Sénat, le Conseil constitutionnel, la justice, la Cour internationale, autant de moyens pour freiner une décision de nationalisation. En même temps, on assiste à des restructurations et à la création de filiales à l'étranger, permettant la disparition de secteurs entiers de l'économie (horlogerie, machine-outil, textile...) qui se trouvent transplantés dans des pays plus « sûrs » politiquement pour la droite et où l'ex-

ploitation des travailleurs est plus importante.

Face à cette situation, les travailleurs se battent pour la défense de leur emploi, contre la disparition des entreprises. Ce qui est en jeu actuellement, c'est la défense de l'outil de travail contre la volonté du patronat. Les occupations d'entreprises traduisent cette volonté pour les travailleurs de s'approprier l'outil de travail, et, par delà, la transformation de cet outil.

Face aux opérations de restructuration menées par le patronat, contre les licenciements qui les accompagnent, contre l'anarchie et le gaspillage de la production capitaliste, la revendication de nationalisation apparaît aujourd'hui comme un axe de lutte, dans une période d'offensive contre la bourgeoisie, les travailleurs auront besoin de se doter d'un certain nombre d'outils pour opérer des ruptures économiques. Les nationalisations sont à la fois :

— une arme contre le sabotage économique. La bourgeoisie ne se laisse pas déposséder du pouvoir de décider et d'exploiter sans réagir. Elle n'hésite pas à recourir à des sabotages plus ou moins directs pour désorganiser l'économie (grève de l'investissement, fuite des capitaux). En cas de victoire électorale de

la gauche, des nationalisations rapides et sous contrôle ouvrier peuvent couper court à ces manœuvres : elles manifesteront concrètement la volonté des travailleurs de ne pas voir la victoire leur échapper ;

— un outil pour réorienter l'économie. Au-delà de cet aspect défensif, elles peuvent être au service d'une politique industrielle nouvelle au service d'une réorientation de l'appareil de production : il s'agit de mettre celui-ci au service des travailleurs sans fonder l'amélioration des conditions de vie et de travail de ces derniers sur la poursuite de l'exploitation du tiers monde. La planification, la prise en compte d'un certain nombre de préoccupations écologiques, ne peuvent se concevoir sans un certain nombre de ruptures avec la logique du profit ;

— un moteur des transformations sociales. Par la pratique et l'expansion, du contrôle des travailleurs, le secteur nationalisé devra jouer le rôle pilote dans la lutte contre les cloisonnements, la division capitaliste du travail, pour la prise en charge collective du contenu du travail effectué dans les ateliers et les bureaux.

Autant dire que la nationalisation, même quand elle se traduit par un transfert à l'Etat de la propriété juridique, (ce qui n'est pas toujours indispensable, d'autres collectifs publics pouvant intervenir), n'est pas synonyme d'étatisation : ce n'est pas le remplacement d'un patron privé par un technocrate public, ni l'instauration d'une énorme machine bureaucratique.

Il faut souligner le rôle différent que jouent les nationalisations dans la stratégie du PC (constitution de forteresses ouvrières dans la perspective du capitalisme d'Etat) et dans celle du PS (nationalisations limitées, instruments de la politique économique). Le PSU fera tout pour que la bataille pour les nationalisations sous contrôle ouvrier contribue au renforcement de la mobilisation des travailleurs et à l'approfondissement de l'unité populaire nécessaire à la perspective de rupture avec le capitalisme.

C'est dans ces perspectives qu'il convient d'apporter, sur un certain nombre de questions urgentes (que le PSU a posées au PCF et au PS) les éléments de réponse suivants.

le contrôle des travailleurs dans l'entreprise

Il doit être lié à la nationalisation à trois niveaux. Dans l'acte de nationalisation lui-même. « Nationaliser sous contrôle ouvrier », c'est d'abord signifier que l'opération juridique et financière se déroule à l'initiative et sous le contrôle des travailleurs.

L'entreprise nationalisée elle-même doit faire place à l'exercice du contrôle, comme déjà les luttes ouvrières l'ont exigé, pas seulement sur les problèmes de la condition ouvrière l'ont exigé, pas seulement salaire, rémunération, formation, promotion) mais aussi sur la question proprement dite de l'entreprise (veto sur les licenciements, libre information des travailleurs sur le temps de tra-

vail, ouverture des livres de compte, intervention sur les investissements et les approvisionnements). Cela suppose une transformation profonde du comité d'entreprise, lui permettant d'être non pas un lieu de concertation avec la direction, mais une véritable représentation permanente des travailleurs : élection directe et révocabilité de ses membres par ateliers ou services. Une telle organisation du contrôle ouvrier ne serait que la sanction des acquis des luttes des dernières années.

Le contrôle ouvrier lui-même, pour être efficace, doit se ramifier d'une entreprise à l'autre : à l'intérieur d'une même branche ; entre entreprises ayant des liens de fournisseurs à clients : entre secteur financier (la nationalisation du secteur bancaire et financier elle-même devant s'accompagner d'un contrôle étendu aux activités de l'établissement, et de la levée du secret bancaire), et secteur de la production (etc...). La communication directe entre organes de contrôle par dessus les cloisons établies par le système constitueront un puissant moyen d'élargissement et d'avancée vers le pouvoir des travailleurs.

De là, à travers la lutte et son intensification, les travailleurs pourront, en effet, passer du contrôle à un véritable pouvoir, comme on l'a vu en 1968 en Tchécoslovaquie... et même en France (ex. des conseils d'unité à Saclay). Mais pour que ce pouvoir organisé soit autre chose qu'un feu de paille en un moment de lutte intense, il faut que les pratiques de contrôle se soient largement étendues et articulées, permettant la diffusion des expériences nouvelles de pouvoir, et que parallèlement soit mise en cause la propriété privée des moyens de production très au-delà des premières mesures de nationalisation.

L'établissement d'un plan, la discussion sur les problèmes de « gestion » au niveau de l'entreprise posent le problème du « que produire », pour qui ? C'est dans le cadre du débat démocratique du plan que les usagers, les travailleurs doivent définir les choix dans lesquels va s'inscrire le fonctionnement de telle ou telle entreprise. Sur la base de l'établissement d'un contrat de programme, le conseil d'administration, représentant les travailleurs de l'entreprise et comprenant les usagers, étudierait dans le cadre du plan les reconversions nécessaires aux nouveaux besoins de la société de transition, la disparition de secteurs parasitaires devant être élaborée et décidée collectivement.

le champ de la nationalisation d'une entreprise

Le capitalisme sait se donner des moyens lui permettant d'échapper aux conséquences d'une nationalisation, notamment pour limiter l'effet de la nationalisation aux secteurs les moins rentables, et pour soustraire une partie des activités théoriquement visées à l'extension des droits des travailleurs. Depuis 1945, on a assisté à des privatisations déguisées par le biais de la création des filiales

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes</i>	2,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 110 <i>Comment battre la droite</i>	2,00
N° 111-12 <i>Militer à l'Université</i>	2,00
N° 113-14-15 <i>Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme</i>	6,00

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

de statut privé, nationales (exemple de la SNCF) ou internationales (Renault). D'ores et déjà, les patrons des entreprises visées par le Programme commun ont été invités à opérer des restructurations visant à transférer hors du champ de la nationalisation les secteurs les plus rentables de leurs groupes, de manière à ce qu'il ne reste plus à nationaliser qu'une coquille vide.

Des mesures doivent donc être prises qui bloquent cette possibilité d'évasion tant avant qu'après la nationalisation, en précisant :

— que les effets de la nationalisation s'étendront aux entreprises précédemment contrôlées (même mineurairement) par la société nationalisée, en ce qui concerne l'intervention de la puissance publique dans ces entreprises d'une part, et les droits nouveaux des travailleurs d'autre part. Faute de quoi, par exemple, la nationalisation d'un holding ou d'une banque d'affaires ne s'appliquerait qu'à un portefeuille de titres. Ce principe entraînera une révision du statut des filiales des sociétés nationales actuelles :

— que la nationalisation ne vise pas seulement l'entreprise nommément désignée sous sa forme juridi-

que au moment où elle intervient, mais le groupe industriel existant de ce fait (ainsi, quelles que soient les répartitions d'activité entre Thomson, CSF et CGE, c'est l'ensemble de la position monopoliste de la construction électrique qui sera visée).

L'initiative des travailleurs

Si elles ne sont pas un but en soi, les nationalisations s'inscrivent dans la perspective de l'appropriation collective des moyens de production ; ce qui est visé, c'est la socialisation et pas l'étatisation qui n'est pas, comme la situation au sein des entreprises nationalisées le démontre, une véritable rupture.

Le critère des nationalisations, c'est d'abord la volonté et la capacité des travailleurs concernés d'intervenir dans la gestion de l'entreprise : contrôle de ce qui se passe dans l'entreprise, mais aussi, sur la base d'informations précises sur le fonctionnement de leur entreprise, liaison avec les travailleurs de la même branche pour jouer un rôle entraînant dans l'extension du contrôle : c'est ainsi en particulier que les travail-

leurs de Lip posent la question de la nationalisation de leur entreprise non par souci corporatiste mais pour être le lien d'unification des intérêts de tous les travailleurs de l'industrie horlogère.

Le PSU fera tout en ce sens pour que les travailleurs aient l'initiative et pour que, sur leur demande, une nationalisation puisse être ratifiée ; cela peut supposer qu'au lendemain par exemple d'une victoire électorale, ceux-ci prennent les devants en s'organisant dans l'entreprise pour prendre la nationalisation en charge.

On voit parfois dans cette disposition le risque de nationalisation systématique de « canards boiteux », c'est-à-dire de la spécialisation du secteur nationalisé dans les activités considérées comme non rentables. Il n'y a là rien d'automatique ; c'est notamment au travers d'un débat populaire sur l'utilité sociale d'une entreprise (à l'égard de sa production, de son rôle dans la branche et la région, etc...) qu'une décision doit être prise. Cela implique une transformation fondamentale des procédures relatives aux entreprises que le capitalisme abandonne avec unification des multiples régimes par lesquels la bourgeoisie joue à désorien-

ter les travailleurs sur les principes suivants :

- prononciation de la déchéance de propriété pour toute entreprise en état d'abandon (l'entreprise tombe dans le domaine public) ;

- organisation du règlement de la situation et de l'avenir de l'entreprise conjointement par les collectivités publiques (l'Etat uniquement dans le cas d'entreprises de dimension nationale ; les collectivités locales, selon le niveau de la production et l'implantation géographique de l'entreprise), concernées et des travailleurs, avec droit de veto de ceux-ci en ce qui concerne la solution individuelle et financière proposée.

C'est l'un des cadres dans lequel peut intervenir la proposition de nationalisation (mais pas obligatoire) sans de surcroît signifier « étatisation » : il faut ouvrir la voie en particulier à des régies industrielles, régionales ou locales.

les entreprises à nationaliser

En ce qui concerne les nationalisations immédiatement nécessaires, celles du revenu bancaire et financier et des neuf trusts prévus par le Programme commun s'imposent. Cependant, et sous réserve que l'ensemble des mesures rappelées ci-dessus soient appliquées, les mêmes dispositions devraient s'étendre dans un premier temps :

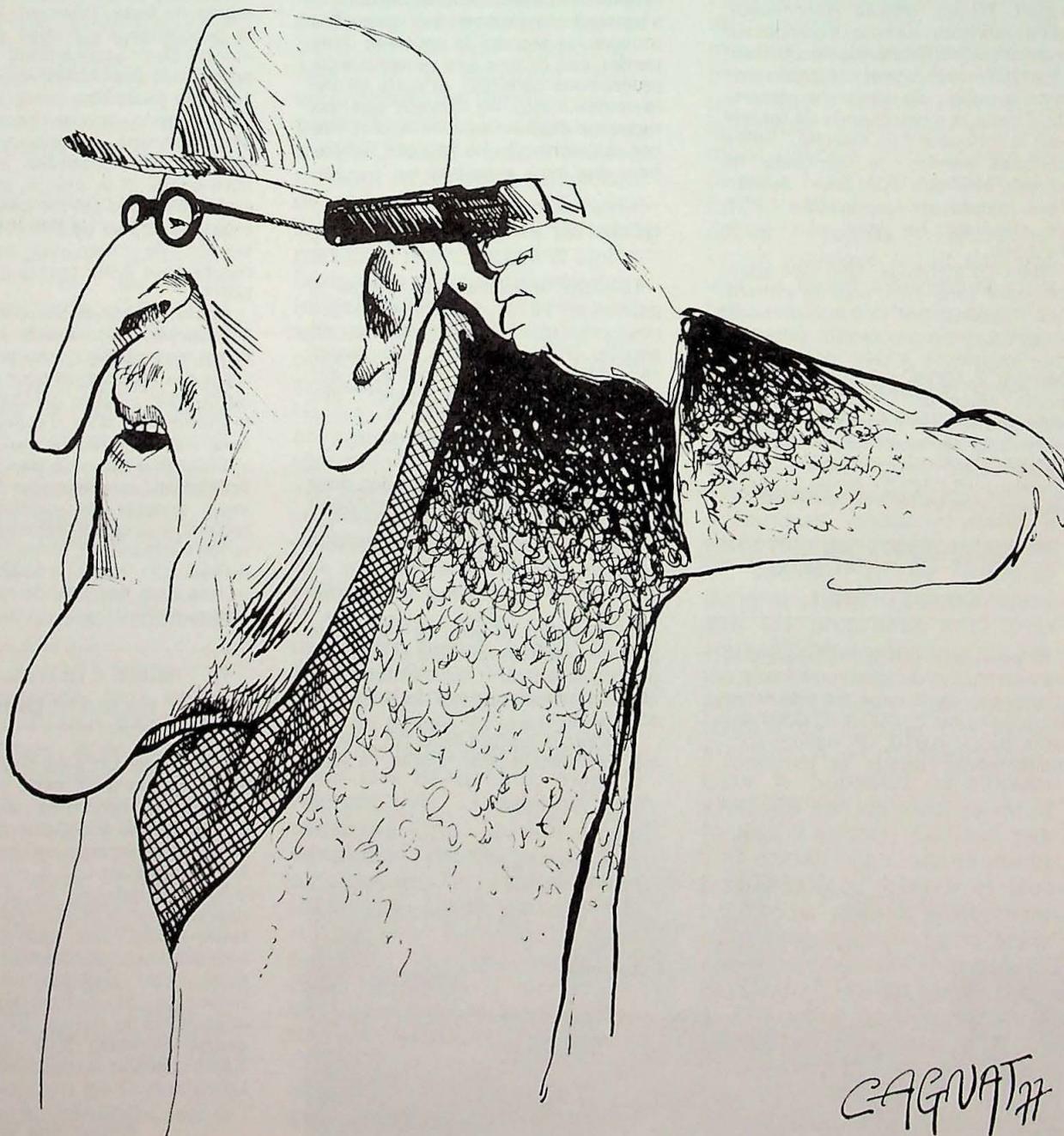
- aux grandes entreprises qui ont bénéficié de transferts importants de la part de l'Etat ;

- à un secteur qui a bénéficié pour réaliser ses profits, d'une tarification réglementaire, qui s'est érigé en position de monopole, et qui concerne un secteur vital pour la réorientation de l'économie et du commerce extérieure.

la question de l'indemnisation

Il ne saurait être question de favoriser le développement d'autres firmes capitalistes par le biais de l'argent de l'Etat versé aux patrons dont les entreprises seront nationalisées. Ainsi, lors de la nationalisation de EDF-GDF, l'indemnisation versée à permis la création de la CGE. Le PSU est contre l'indemnisation des gros actionnaires. Pour les petits porteurs, le problème est différent. Il n'est pas question de garder des actionnaires qui seraient en concurrence avec l'Etat et qui videraient de son contenu la nationalisation ; par contre, le problème posé par le revenu de certaines couches à faible pouvoir d'achat ayant de petites économies placées en bourse doit se régler dans le cadre de l'assurance d'un revenu minimum versé par l'Etat pour ses catégories.

L'ensemble de ces propositions n'épuise pas la question du contrôle ouvrier. Celle-ci ne se limite pas aux entreprises nationalisées ; mais les nationalisations peuvent aider à étendre le contrôle dans les mêmes directions qu'il a été indiqué ci-dessus. ■



Saint-Lô :

tache rouge dans le bocage normand ?

« Je suis auxiliaire à l'hôpital, renvoyée après onze mois de travail, réembauchée un mois plus tard, mais jamais titulaire ; le président du conseil d'administration, c'est Patounas, le maire... » « On paie 250 francs de chauffage par mois pour un salaire de 2 000 francs : les HLM ne fournissent pas la moindre explication... » « La Manche vit de ses verts pâturages mais, à Saint-Lô, la verdure, dans les quartiers populaires, ça n'existe pas » : autant de témoignages lors de la première réunion publique de la liste pour « l'unité populaire et l'autogestion ». Quatre cents Saint-Lois au meeting : un succès considérable. La liste, soutenue par le PSU, quatrième venue dans l'arène électorale, peut-elle l'emporter demain et disputer au très réactionnaire Patounas, républicain indépendant, la mairie de Saint-Lô ? A la préfecture de la Manche, on se pose sérieusement la question.

Une ville tranquille pourtant, une solide tradition conservatrice datant de la chouannerie. A Saint-Lô, on a toujours voté à droite : le paradis pour les notables-qui-ne-font-pas-de-politique. Ils sont deux à se disputer la mairie : Patounas, maire sortant, gère la ville avec les patrons. Sa liste n'en comprenait sans doute pas assez : il s'est empressé d'offrir une place au directeur de Moulinex, récemment installé à Saint-Lô. Il compte sur ses réalisations pour se succéder à lui-même. Tout un programme, ses réalisations : le Centre équestre a coûté

plusieurs millions, la grande rocade routière en absorbera peut-être autant. Daillet, député réformateur, sait mieux doser sa liste. Il compte sur une campagne à l'américaine, un langage différent, voire contradictoire, selon le public. Sa démarche ressemble à celle des marchands de lessive pour la conquête d'un marché... « Il y a quelques années, le vainqueur ne pouvait être que l'un deux. Aujourd'hui, ajoute un responsable CFDT, les résultats ne sont plus joués d'avance. »

Saint-Lô a changé. Une ville apparemment sans âme, pour le visiteur. Des maisons, des immeubles neufs occupent le promontoire schisteux qui domine la vallée de la Vire. Détruite à 100 % par les bombardements alliés de 1944, la ville est reconstruite sans originalité. Capitale administrative, centre commercial et agricole, rien ne prédispose apparemment Saint-Lô à basculer à gauche.

Saint-Lô n'est plus ce qu'il était

Et pourtant ! Les premières industries sont, timidement, arrivées jusqu'au cœur du bocage. La population est passée de 20 000 à 27 000 habitants depuis 1970. Un habitat sommaire abrite ruraux et déracinés,

l'arithmétique et la dictée

« Il faut être sérieux » commentait le porte-parole du PS après la rupture avec le PSU. Et d'ajouter : « Voilà six mois que nous préparons ces élections ».

Le sérieux est tel que les six mois, comme dans trop d'autres communes, ont été consacrés à un problème et un seul : combien de communistes ? Combien de socialistes ? Combien d'adjoints ? Combien, toujours combien. Comme si la lutte pour rendre la ville au citoyen se réduisait à un problème d'arithmétique. « Le magouillage et le chipotage sur le nombre de sièges, cela ne nous intéressait pas, disent les responsables de la liste de « l'unité populaire » ; cette cuisine secrète est une façon bien peu autogestionnaire de préparer les élections ».

Proposer la publicité de ces débats, expliquer à l'électeur que les véritables enjeux sont ailleurs que dans les chiffres, c'était farfelu, irresponsable. Comme le souligne *Ouest-France*, rendant compte de la conférence de presse du PS et du PCF : « On n'est pas ici au PSU, cela se voit tout de suite : un seul porte-parole, préalablement désigné, lit un texte dont on imagine bien que chaque terme a été soigneusement pesé, ce qui ramène la conférence de presse, qui est une technique de communication, à un simple exercice de dictée ».

Entre les deux listes de gauche toute la différence est bien là : exercice de dictée ou interrogation permanente ?



Photo Tribune socialiste

chassés de la terre par la concentration foncière. La moitié de la population a moins de vingt-cinq ans. A côté des employés de préfecture, naît un prolétariat nouveau. Loin des gras herbages, le gazon pelé de la zone d'aménagement différé (ZAD) joue les indispensables « verdures ».

Saint-Lô c'est aussi plus de cinquante jeunes sans emploi... sans compter les autres. Un taux de chômage record ! Pour ces jeunes rencontrés dans les bars de la ville, un leitmotiv : « on s'emmerde ! » Ils sont nombreux à soutenir la liste d'unité populaire, la seule qui « s'en prenne à l'ordre, aux hiérarchies, aux patrons, à tous les savants Cosinus qui pensent pour nous ».

De ce fait, la gauche a progressé : 30 % des voix aux législatives de 1973, 42 % aux présidentielles. Ses chances pour la première fois deviennent réelles. A quelle condition ? Jean répond : « D'abord en allant à la bataille ensemble. Ensuite en créant les conditions d'une campagne de mobilisation populaire dans les quartiers et les entreprises. Enfin et surtout, en faisant en sorte que la population élabore elle-même le programme municipal. La campagne électorale devrait préfigurer ce qu'est une municipalité autogestionnaire. Il s'agissait de donner aux gens les moyens de prendre la parole et de la garder, pas de leur dire « votez pour le programme commun, et nous ferons le reste ». Nous ne croyons pas aux rapports étudiés dans le secret des commissions. On ne fait pas le bonheur des gens sans eux. »

gommer la «verrue» PSU

Le PSU, nettement en tête de la gauche en 1973, proposait six sièges pour chacune des formations de gauche (PSU, PS, PCF). Les autres candidats devaient émerger des associations de quartiers, des groupes écologiques, des syndicats. PC et PS en avaient décidé autrement : 18 PS et 9 PC qui, se serrant un peu, voulaient bien laisser deux petites places au PSU. Ils y ajoutaient deux conditions : accepter les grandes orientations du Programme commun, concéder au PS le rôle de porte-parole exclusif de la liste d'union !

Il s'agissait ni plus ni moins de gommer « la verrue » PSU et de récupérer un courant autogestionnaire, composante essentielle de la gauche saint-loise.

Dès lors la rupture devenait inévitable. En vingt-quatre heures, la liste

d'« unité populaire pour l'autogestion socialiste » était constituée. Les responsables syndicaux de la CFDT et de l'APF en forment le noyau aux côtés des militants du PSU. Surtout des ouvriers et des employés. P et T, services préfectoraux, Sécurité sociale, Mutualité agricole, Moulinex... tous les secteurs vitaux sont représentés.

Autour de la campagne, une cinquantaine de militants répartis en plusieurs groupes de réflexion et d'action : « être travailleur à Saint-Lô », « être femme », « habiter Saint-Lô »... « Ce qui compte, ce n'est pas ce que nous pensons, mais ce que pensent ceux qui sont concernés. Dans les réunions de quartier, il s'agit de prendre en main collectivement les problèmes. Les gens n'étaient pas disponibles, nous disait-on. Ils le sont, ils sont là... Le programme se bâtit chaque jour ».

minibus autogestionnaire

L'un des enjeux décisifs : le Val Saint-Jean, un grand ensemble rassemblant huit mille habitants. Près du tiers de la ville dans ces blocs tristes, monotones, mal isolés, mal chauffés. Le maire y a refusé les équipements de base. Pourtant, lentement, la population s'est mise en mouvement. Des associations naissent, organisent des débats, réclament des aires de jeux. Une tente se déplace dans la zone, devant chaque immeuble, avec une exposition. Les critiques, d'abord suscitées, se donnent libre cours. A la mairie, on parle de « mise à l'étude par les services techniques ». En fait, on tente, sans grand succès, de créer des associations rivales pour lutter contre la « politisation ».

Quand le minibus aux couleurs de l'autogestion, après un long débat à la sortie des « boîtes », se présente au cœur des immeubles pour écouter les Saint-Lois, c'est la contestation permanente. Le plan d'occupation des sols n'a été discuté par personne : « C'est un simulacre de démocratie, entend-on, que d'inviter les gens à venir écouter les explications des techniciens, ou de présenter le POS à la foire exposition, au milieu des pots de yaourts ». Et les rares stades où les jeunes sont interdits de séjour ? Et le centre médical qu'on a découragé ?

aller à la messe ne suffit plus

Le minicar est paré de branchages et de gazon avec cette inscription : « le seul espace vert du quartier, grâce à l'urbanisme à la Daillet-Patounas ». Campagne étrange et qui dérange. Même à Saint-Lô, il ne suffit plus d'être un notable, de remettre des décorations et d'aller communier à Notre-Dame. Aux jeunes, aux mal logés, à ceux qui étouffent entre les murs, une mobilisation populaire naissante et enthousiaste donne aujourd'hui la parole. Ils peuvent la garder demain. Pour que chaque Saint-Lois soit responsable de Saint-Lô.

Christophe WARGNY ■

Photo Tribune socialiste



lettre ouverte à monsieur le Substitut du Procureur de la République de Périgueux

Le 12 août dernier, Olivier Morel d'Arleux, militant du PSU, originaire de la Queue-en-Brie (Val-de-Marne), est abattu par le gardien armé du comte d'Hennezel de Francogney, à Saint-Geyrac (Dordogne) où il passait ses vacances. Au procès de Correia Montero, le garde inculpé d'homicide involontaire, le substitut du procureur de la République de Périgueux plaide la thèse de l'accident. Vincent Arcadias, militant de la section de Villiers-sur-Marne, répond.

Monsieur le Substitut

Conformément à votre rôle de « représentant de la société et de l'intérêt général », vous avez participé, le 23 février 1977, au procès faisant suite au drame qui a coûté la vie à un de nos camarades, Olivier Morel d'Arleux, le 12 août 1976.

Ce jour-là, Olivier, accompagné de son frère, sa sœur et son cousin pénètre dans une propriété privée, au cours d'une promenade. Cette propriété, au cœur de laquelle trône le château de la famille d'Hennezel de Francony, notables retirés à Saint-Ceyrac depuis une dizaine d'années, est accessible par un chemin largement ouvert, donnant directement sur la route, et uniquement protégé par un petit panneau porteur du plus beau fleuron de notre culture : « Propriété privée, défense d'entrer ».

S'étant perdu, Olivier et ses compagnons font demi-tour, à bord de leur 2 CV, tous phares allumés. Ils se trouvent alors face à un garde, M. Enrique Correia Montero, 31 ans, qui, sous la menace d'un fusil, les fait descendre pour aller « s'expliquer avec le patron ». Après avoir obtempéré, Olivier souhaite aller éteindre les phares de la voiture. « Non, d'abord au patron ». Olivier repousse l'arme pour passer. Il meurt d'une balle dans la tête.

Conformément à votre rôle de « représentant de la société et de l'intérêt général », vous

avez fait vôtre la thèse de la défense : « il y a eu bousculade, agression de la part d'Olivier et de son frère, et le coup est parti on ne sait comment ». Monsieur le Substitut, avez-vous écouté les témoins qui, au cours du procès, ont fait le portrait d'Olivier ? « Il était à la fois militant et tolérant, passionné et sachant écouter ». « Il savait mettre en confiance ». « Il avait participé à un travail d'alphabétisation pour immigrés dans le Val-de-Marne ». « Il n'y avait aucune agressivité dans son comportement. Il avait même envisagé de demander le statut d'objecteur de conscience »... Tous ces témoins vous criaient : « Olivier est mort de sa trop grande confiance, de son incapacité à envisager au fond de lui-même la possibilité d'une telle violence absurde ».

Avez-vous réfléchi à ce qu'à dit Maître Touzet, avocat de la famille d'Olivier ? Il expliquait : de même qu'en matière d'accident du travail, la justice a progressivement admis qu'il n'y avait pas de hasard, mais le résultat de l'absence de mesures de précautions sérieuses de la part des employeurs, le résultat de la logique du profit ; de même, il n'y a pas de « malheureux concours de circonstances » dans le cas de la mort d'Olivier, mais la logique de la défense de la propriété privée. Correia, garde ayant déjà à son actif deux ans de guerre d'Angola, avait reçu du propriétaire



Photo X

Olivier Morel d'Arleux : « Un malheureux concours de circonstances ? »

un fusil « pour se défendre et défendre la propriété ». Il avait reçu une consigne : « amener au patron, par tous les moyens, toute personne pénétrant dans la propriété ». Il était par ailleurs, dira son avocat, le bâtonnier Lacombe, entièrement dévoué à son patron (et ce pour 1 600 francs par mois). Enfin, Mme d'Hennezel a déclaré après l'accident : « mon employé a fait son travail de façon exemplaire ; il a fallu un concours de circonstances malheureuses pour en arriver là ». N'y-a-t-il pas là, Monsieur le Substitut, le résultat normal de la conception de la défense de la propriété qui se dégage de tous ses éléments ?

Toujours conformément à votre rôle de « représentant de la société et de l'intérêt général », vous avez déclaré que les propriétés sont trop souvent attaquées par « des jeunes de vingt à vingt-cinq ans, chevelus également », tentant de justifier par là, le meurtre. A ce moment, Monsieur le Substitut, la stupeur s'est lue sur les visages de la famille d'Olivier, de tous ses camarades, qui contenaient jusque-là leur douleur et leur colère. La salle a protesté et nous avons tous compris. Nous avons compris que vous répondiez « oui » à la question de maître Touzet : « la défense de la propriété privée est-elle la justification dernière de notre société ? » Nous avons compris, Monsieur le « représentant de

la société et de l'intérêt général », que vous défendiez la société des propriétaires et de leur intérêt.

Après la plaidoirie de l'avocat de la défense, qui vous a remercié pour votre « indépendance et votre courage », des voix se sont élevées dans la salle pour crier d'Hennezel assassin et « Justice de classe ». Avaient-elles tout à fait tort ? Le tribunal s'est donné jusqu'au 9 mars pour prendre une décision.

Nous attendons, Monsieur le Substitut. Les travailleurs, les jeunes (chevelus ou non), tous ceux qui, de leur entreprise (où ils risquent le licenciement) à leur logement (où ils risquent l'expulsion) vivent dans des propriétés privées ; tous ceux dont le travail devient quotidiennement propriété privée de leur employeur, attendent. Ils attendent de savoir si, grâce à leur lutte, grâce à celle du syndicat de la Magistrature, et malgré le défenseur de l'intérêt général, ils peuvent avoir confiance dans la justice de leur pays.

Monsieur le Substitut, c'est finalement cela l'important. Pour nous, la mort d'Olivier est le dernier acte de sa lutte pour une société qui ne sera pas celle des propriétaires de terrains, de châteaux, d'entreprises, d'immeubles, mais une société d'hommes reprenant possession de leur vie.

Vincent ARCADIAS
Section de Villiers ■

briser la chaîne

Parisien libéré : au-delà du conflit

3 mars 1975 : c'est « le putsch d'Amaury ». Deux ans depuis se sont écoulés, pendant lesquels les travailleurs, retranchés dans leur imprimerie — le « nid de rats » selon l'expression d'Amaury — se sont essouffés à réclamer leurs droits. Aujourd'hui, le rapport Mottin présente des propositions « humanitaires » dérisoires que les ouvriers du Livre ne peuvent que juger inacceptables. Mais à ce dernier revers, qu'ont-ils à opposer ? Au-delà des péripéties d'un interminable conflit — dont nous rappelons brièvement les grandes étapes — des questions sont posées au mouvement ouvrier qui n'a peut-être pas su donner à la bataille menée par les travailleurs du *Parisien libéré* les perspectives politiques qui eussent assuré son succès.

Les faits ? En mars 1975, Amaury prend prétexte de la mauvaise santé du *Parisien libéré* pour adopter le format tabloïd unique, transférer en province la fabrication de ses éditions régionales jusqu'alors imprimées à Paris, licencier le personnel de la rue d'Enghien et priver d'activité les travailleurs de la rue des Petites-Ecuries. Au total, 500 travailleurs se retrouvent sans emploi. En mai, la grève illimitée avec occupation des établissements parisiens est votée par plus de 90% des ouvriers. Jusqu'en juin 1975, l'issue du conflit paraît incertaine, mais l'aide qu'accordent à Amaury de petits imprimeurs de banlieue ou de province, puis des entreprises de presse belges, permet au *Parisien libéré* d'assurer la « soudure » jusqu'à l'ouverture de deux nouvelles imprimeries modernes : à Chartres, Saint-Ouen et bientôt Amiens, un personnel FO ou non-syndiqué assure la composition et le tirage du quotidien que diffuse le réseau de distribution parallèle mis en place par le journal (aux NMPP, les cégétistes, qui sont majoritaires, refusent de distribuer le journal d'Amaury que boycottent en outre certains postiers). C'est le premier revers sérieux que subit le Syndicat du Livre CGT. Sans doute a-t-il sous-estimé la puissance financière d'Amaury (quelles banques, quels groupes soutiennent cet empire de presse ? Le mystère demeure à cet égard), sa capacité à équiper et à faire tourner de nouvelles installations ; et surestimé aussi sa propre force et son emprise sur l'ensemble des entreprises françaises.

le temps des rodéos

S'ouvre alors le temps des « rodéos » : arraisonnements des camionnettes qui livrent le *Parisien*, saisies et destructions d'exemplaires du journal, manifestations spectaculaires (interventions à la Bourse, occupation des tours de Notre-Dame ou du paquebot *France*, blocage de voies ferrées, manif sur les Champs-Élysées...) dont certaines donnent lieu à des incidents sérieux, désavoués par

les responsables du Livre. Puis viennent les procès (on met en prison les auteurs de rodéos), l'expulsion par la police des occupants de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Ecuries, les ridicules propositions du rapport Mottin. A ces « coups durs », les animateurs du Livre répondent par des grèves de vingt-quatre heures dont l'efficacité paraît douteuse : le *Parisien libéré*, imperturbablement, figure dans les kiosques d'où disparaissent... les autres quotidiens.

Le conflit ne compte, à ce jour, ni vainqueurs ni vaincus. Ou plutôt, il n'enregistre que des semi-défaites, des deux côtés : le canard d'Amaury perd la moitié de ses acheteurs ; les travailleurs mis à la porte par Amaury « encaissent » sans marquer de points. On peut, certes, pour expliquer cet enlisement, évoquer d'un côté les puissants soutiens dont bénéficie Amaury, de l'autre la résistance des travailleurs du Livre et la solidarité qui les entoure : les uns et les autres se neutraliseraient, figeant en guerre de tranchée l'offensive lancée par le patron du *Parisien*.

casser le syndicat du Livre

Il est bien vrai que patrons de presse et pouvoir en place n'ont pas ménagé leur soutien au sieur Amaury. Soutien d'ailleurs moins effronté qu'ont ne l'a dit souvent : même à droite, Emilien Amaury déplaît ; il en « fait trop », s'affichant naguère avec le RPF fascisant et les apôtres de l'Algérie française, soutenant Royer contre Giscard et Chaban en 1974, pourfendant pêle-mêle dans son très réactionnaire journal la dissolution des mœurs et les « réformes », les « métèques » et la gauche, le syndicalisme et ceux qui ne le musèlent pas, accumulant les condamnations judiciaires pour licenciement abusif de délégués syndicaux, manœuvrant pour échapper à l'obligation d'accepter des comités d'entreprise ou d'établissement... Mais si le personnage gêne, sa cause semble excellente : le putsch du 3 mars 1975 n'ouvre pas un simple



« conflit du travail » ; il vise ouvertement le démantèlement du Syndicat du Livre CGT, bête noire d'Amaury que ses collègues et le pouvoir ne voient pas d'un œil plus favorable. Dans un contexte général de crise économique et, plus précisément, de restructuration de l'imprimerie française (rapport Lecat), l'opération Amaury ouvre dans le syndicalisme du Livre une brèche qu'on entend bien, à droite et au gouvernement, mettre à profit. Alors Ponia fournit les cars de CRS pour convoier les éditions d'Amaury fabriquées en Belgique ou en province et protéger l'imprimerie de Saint-Ouen ; Durafour autorise les licenciements refusés par l'Inspection du travail ; Giscard parade près du patron de *l'Equipe* à l'arrivée du Tour de France et le gouvernement fait pleurer ses représentants aux obsèques d'Emilien — heureusement remplacé à la tête du groupe par son bras droit, Claude Bellanger.

une solidarité parfois réservée à laquelle manque FO

Il est vrai aussi qu'en dépit de réserves, parfois sévèrement exprimées, sur le monopole syndical que détient la CGT dans les entreprises de presse parisiennes, le mouvement ouvrier a généralement manifesté sa solidarité aux travailleurs du *Parisien libéré*. Une exception de taille pourtant : la défection de Force ouvrière, dont la Fédération du Livre n'est pourtant pas la plus compromise avec le patronat et le pouvoir (n'est-ce pas en son sein que se sont, en 1974, exprimées le plus vigoureusement les voix qui demandaient à Bergeron de prendre position en faveur de la gauche lors des élections présidentielles ?) Trahison syndicale, décisive en faveur d'Amaury, que ne sauraient justifier les griefs des ouvriers du Livre syndiqués à FO contre les cégétistes : une chose est de se battre pour la démocratie au sein du mouvement ouvrier, une autre de sacrifier à ce débat la plus élémentaire solidarité ouvrière.

Mais s'en tenir là pour expliquer l'impasse actuelle du conflit n'est pas sérieux. Peut-être est-il temps aujourd'hui

d'ouvrir, au sein du mouvement ouvrier, le débat sur les problèmes essentiels que soulève l'affaire du *Parisien libéré*. Débat sur le monopole d'embauche accordé au Syndicat du Livre à la Libération par le directeur de la presse au ministère de l'Information, Francisque Gay : monopole d'embauche syndical signifie-t-il obligatoirement monopole cégétiste ? Et si le caractère unitaire du Syndicat du Livre peut, à bien des égards, paraître exemplaire, les pratiques corporatistes de ce syndicat doivent-elles être, automatiquement absoutes ? Débat aussi sur les formes de lutte adoptées pendant le conflit : le romantisme héroïque des « rodéos » n'a-t-il pas masqué l'absence de perspectives politiques crédibles que les responsables du Livre auraient dû ouvrir ? La répétition de grèves à grand spectacle n'a-t-elle pas surtout mis en difficulté la presse de gauche et d'extrême gauche ? Débat, enfin, sur les problèmes profonds qui sous-tendent la crise de l'imprimerie : la crise économique ne saurait tout expliquer, même si le patronat s'en sert pour restructurer sur le dos des travailleurs. Les maladies de l'imprimerie française ne résultent-elles pas aussi des réticences du plus ancien syndicat de France devant le changement ? A l'heure où le typographe érudit d'antan est inéluctablement balayé, sur les nouvelles photo-composeuses, par les ingénieurs et les programmeurs qualifiés d'un côté, par les opérateurs déqualifiés de l'autre, le rôle du syndicat n'était-il pas de se battre pour planifier la transformation progressive de la profession, obtenir, pour les opérateurs, des avantages identiques à ceux des typographes classiques, exiger les reconversions inéluctables que le patronat se garde bien d'assurer puisque la formation permanente n'est pas rentable ? Bien placé, il y a vingt ans, pour négocier des finalités, des rythmes et des bénéficiaires du progrès technique, le syndicalisme du Livre aborde aujourd'hui ces problèmes avec un rapport de forces affaibli. En témoignent les concessions faites lors de la signature de l'accord du 7 juillet 1976 qui organise la mise à mort des ouvriers du Livre à brève échéance et l'incapacité actuelle à opposer au rapport Mottin des réponses efficaces.

Rémy GRILLAUT

sidérurgie : quelle bouée de sauvetage ?

Les « bouées de sauvetage » offertes à la sidérurgie française se suivent et se ressemblent : énormes subventions, licenciements et vagues promesses de reconversion régionale. Le conseil des ministres de mercredi dernier n'a pas failli à la tradition : deux ou trois milliards de prêts seront accordés aux patrons de la sidérurgie en quête de modernisation; 20 000 nouveaux licenciements dont un premier contingent a déjà été annoncé (cf. TS n° 720 et 729) viendront s'ajouter aux 30 000 réalisés depuis 1965.

Le gouvernement prétend assortir ce plan d'aide publique d'un contrôle, de mesures sociales en Lorraine. C'est la troisième fois que ce genre de propos est tenu en 10 ans. L'imprécision des décisions sur le montant et l'affectation des prêts, sur l'éventuelle participation de l'Etat à des bénéfices futurs (dans un secteur chroniquement déficitaire!) leur enlève toute valeur. Ce nouveau « plan acier » est une mystification.

Il ne faut, bien entendu, pas attendre des membres de la mission interministérielle de contrôle économique et financier qu'ils fassent la preuve que l'argent de l'Etat sert à « engraisser » quelques trusts. Il ne faut pas non plus croire qu'on demandera aux organisations syndicales autre chose que de négocier, donc d'approuver partiellement ou en totalité les licenciements. Voilà ce que le gouvernement entend par « convention sociale ».

D'ores et déjà la CGT et la CFDT se refusent à participer à cette mascarade. Même la CGC se déclare

« déçue ». La CFDT ne manque pas de rappeler qu'elle s'était vu opposer une fin de non recevoir à la demande qu'elle avait formulée auprès du Premier ministre le 23 février dernier. Le pouvoir ne consulte les travailleurs que lorsque les décisions ont été prises. La CFDT réclame en conséquence « que le contrôle de l'Etat et du Parlement sur l'utilisation des fonds publics permette d'inscrire la politique industrielle de l'acier, au service des besoins collectifs et d'amorcer un processus de nationalisation de la sidérurgie ». Edmond Maire a réclamé également une enquête publique sur l'emploi des fonds reçus depuis 1966.

mais les dés ne sont pas jetés

La nationalisation est aussi à l'ordre du jour pour la CGT qui, par la bouche de Georges Seguy, a souligné le gaspillage que représentent les dernières mesures gouvernemen-

tales. « Pillage » de l'argent public a surenchéri G. Marchais. Cet ordre du jour va s'enrichir de nombreux débats dans les mois qui viennent. La CFDT invite à une rencontre, tous les partis de gauche en ce sens. Pour l'immédiat, l'axe de la bataille qui s'engage reste le maintien de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie et de travail des sidérurgistes. La program-

mation des fermetures d'aciéries continue : Decazeville, Trilh Saint-Léger, bientôt Longwy, la Chiers, Rombas. Contre les licenciements à Creusot-Loire, Sacilor-Sollac, Usinor, il y a eu et il y aura des milliers de manifestants. Les dés ne sont pas encore jetés.

Jean-Yves SPARFEL ■



Photo Adja-Maillac

d'autres conflits

● **Employés municipaux** : La mairie de Marseille est fière de ses équipements sociaux. Elle proclame notamment : « Avec Defferre, une maison de jeunes dans chaque quartier », mais elle oublie de parler de leur fonctionnement. Faute de réponses de la mairie à ses démarches, la section CFDT des animateurs municipaux des maisons de quartiers, centres sociaux, centres aérés, le fait savoir. Les animateurs municipaux de Marseille n'ont aucune sécurité (ils sont contractuels), ils sont les plus mal payés de la région; en cas de maladie, ils ne perçoivent que la moitié de leur salaire. Bref, une situation qui ne correspond pas aux arguments électoraux. ■

● **Textile** : Les fédérations CGT et CFDT réunies le 22 février annoncent une série d'actions sur les salaires et l'emploi, dont le temps fort aura lieu la semaine du 21 au 29 mars. Retard salarial, chômage, aggravation des conditions de travail, tel est le lot de ce secteur. 80% des travailleurs sont

classés et rémunérés comme des OS alors qu'ils possèdent une réelle qualification. « Le 13^e mois pour tous, plus un seul travailleur payé en-dessous de 2300 francs par mois, une grille unique des salaires et classifications », tels sont les principaux axes revendicatifs des actions à engager.

Dans le même temps, la fédération Hacuitex-CFDT rappelle qu'au moment où Giscard et Ceyrac se lancent dans une grande campagne : « Achetez français », le patronat investit à l'étranger où il surexploite scandaleusement les travailleurs pour produire à bas prix. Les importations de certains produits et vêtements augmentent alors qu'on ferme, en France, des usines capables de les fournir. ■

● **Crédit agricole** : A Gap, la très grande majorité des salariés de la caisse de Crédit agricole des Hautes-Alpes est en grève depuis le 2 février. Malgré la reprise du travail par les cadres, 80% du personnel poursuit

l'action. Les revendications portent sur les conditions de mutations, les conditions d'emploi du personnel temporaire, la classification, le droit syndical et les salaires. ■

● **L'Oréal** : Le chiffre d'affaires de cette société est en progression de 15,3% sur 1975, le bénéfice net augmente de près d'un tiers. Cela n'empêche pas que les 7 000 salariés du groupe n'ont aucune garantie d'emploi. A commencer par les soixante employés du service clients d'Oréal, parfumeries qui, depuis le 16 février, sont en grève pour empêcher un plan de suppression de 25% du personnel de ce service. Objectif : maintien de l'emploi dans l'ensemble du groupe. ■

● **Banques** : « Ce n'est qu'une étape ! » C'est ainsi qu'était présentée la journée nationale de grève dans les banques, vendredi dernier. Elle a été suivie assez largement (entre 30 et 75%, selon les agences). Organisée à l'initiative de la CGT, de la CFDT, de FO et de la CFTC, elle révèle un lourd

contentieux avec les banquiers. La plate-forme revendicative est vaste. En voici l'essentiel : maintien du pouvoir d'achat par une hausse anticipée de la valeur du point et l'attribution d'une somme mensuelle d'un minimum de 200 francs, soit 38 points; refonte de la classification pour permettre un rapprochement sensible entre salaires réels et salaires conventionnels (avec un coefficient d'embauche correspondant à un salaire de 2 000 F); titularisation au bout de six mois; garantie de l'emploi, de la rémunération et de la classification à tous en cas de fusion ou de restructuration des entreprises; renforcement des effectifs dans la perspective de la semaine de 35 heures en 5 jours, sécurité du personnel. Toutes les raisons du profond mécontentement des employés de banques sont résumées dans ces revendications. L'intransigeance patronale, son refus de discuter après cette première grève d'avertissement, entraîneront de nouvelles actions en mars. ■

Languépin : une victoire révélatrice

A quelques centaines de mètres de la porte de la Chapelle, dans la plaine Saint-Denis, se trouve une zone industrielle. Imbrication de vieilles maisons, d'immeubles gris, d'usines de briques rouges, d'échangeurs, de dépôts industriels, cette « zone », cataloguée de « pôle restructurant » par le préfet de la Seine-Saint-Denis, mérite bien son nom.

La restructuration y bat son plein. En quinze ans, 78 entreprises ont fermé leur porte, 18 200 emplois ont disparu. « Il y a 5 000 chômeurs sur Saint-Denis ». C'est ce que rappelait le maire-adjoint de la commune, samedi dernier, en venant apporter son soutien aux travailleurs de Languépin, lors du rassemblement qu'ils avaient organisé dans l'usine occupée.

Cette entreprise produit des machines-outils. Comme beaucoup d'autres de ce secteur (cf. TS n° 726)

multiplié les débrayages, les manifestations. L'unité des sections syndicales CGT-CGC a été primordiale. Il peut paraître étonnant de voir cette alliance exister. Pourtant elle est réelle. Elle reflète d'ailleurs assez bien les divergences qui se font jour depuis peu entre la fédération de la métallurgie CGC et le président de la centrale Charpentier.

L'intention affichée de ce dernier de constituer avec Debatisse (FNSEA), Gingembre (PME), Monier (Confédération des syndicats médi-

guezin » est révélatrice d'un nouvel état d'esprit. Mais ce n'est pas là son seul aspect intéressant. On a pu remarquer aussi samedi dernier qu'aux côtés de la CGT et de la CGC, un responsable de la FGM-CFDT était venu saluer la victoire. Ce n'était pas le cas, il y a un mois, dans une autre usine de machines-outils menacée, Huré, à Pantin.

On s'achemine donc vers une riposte intersyndicale, vers une meilleure coordination des luttes dans ce secteur. La journée du 24 février, à Paris, en témoigne. Dans le cadre de la campagne de la CGT, de la CFDT et de la FEN pour l'emploi, elle a vu des milliers de travailleurs de la machine-outil se mobiliser. Un rallye automobile un peu particulier les a rassemblés de la porte de Vincennes à la place des Ternes où est situé le siège de l'Union des industries métallurgiques et minières. La présence d'autres ouvriers du groupe Carel-Fouché-Languépin (notamment ceux du Mans, qui avaient frété un autocar), venus appuyer leurs camarades de Saint-Denis samedi, en témoigne également.

Soixante licenciements évités. On pourrait peut-être faire la fine bouche devant ce résultat au regard de la crise de l'ensemble de la branche. Mais ce recul d'une direction est un

On peut y lire : « Embauche ». Rien n'est écrit sur les languettes de papier jaune, qui paraissent bien désuètes dans les circonstances actuelles. Pourtant, cette entreprise devrait créer des emplois. Elle est avec Sciaky (Vitry) et l'Electromagnétique SBF (Pantin), une des principales entreprises françaises dans le domaine de la soudure. Les chaînes de soudage, les robots produits là, sont destinés à l'industrie automobile : Renault, Peugeot, Citroën, Simca, Volvo, etc.

Pour qui a vu, à Chausson par exemple, combien le parc machines-outils français est vétuste, combien certaines machines de soudage sont lourdes à manier et génératrice de fatigue et d'accidents de travail, il paraît illogique qu'une usine fabriquant un matériel nouveau soit condamnée essentiellement à exporter, à se restructurer. Mais cet illogisme est l'aveu de toute politique de gâchis : aucun investissement n'est fait dans la recherche technologique dans ce domaine en France. Le marché français se restreint peu à peu. La plupart des grandes firmes françaises, consommatrices potentielles de machines-outils s'installent à l'étranger — ainsi Rhône-Poulenc textile en Thaïlande. Elles privilégient la recherche de main-d'œuvre à bon marché, au détriment d'une amélioration des conditions de travail.

Comme cette politique, confirmée par le plan d'Ornano pour la « relance » du secteur machine-outil, dure depuis des années, les chiffres sont là pour révéler une situation catastrophique : l'âge moyen du parc machines-outils est de quatorze ans en France (contre onze en RFA et dix en URSS). La plupart des entreprises françaises se sont donc orientées vers l'exportation, avec tous les risques que comporte une telle orientation en cas de concurrence internationale accrue.

le rôle de l'Etat

C'est contre cette situation que les deux fédérations de la métallurgie CGT et CFDT se sont engagés à lutter. En rappelant le rôle que devrait jouer l'Etat par le développement des transports en commun par exemple, les responsables CGT et CFDT ont avancé une solution : celle des commandes publiques. Ainsi, pour les usines Languépin du Mans et d'Aubevoye, spécialisées dans le matériel ferroviaire, le blocage des crédits à la SNCF pour le renouvellement des voitures est une menace. Le VII^e Plan prévoit en effet 2 500 licenciements dans les entreprises de matériel ferroviaire.

Une autre politique allant dans le sens de meilleures conditions de transports pour les usagers créerait des emplois. Ce type de perspectives n'est évidemment pas celle du système actuel. Les ouvriers de la machine-outil sont là pour s'en rendre compte. Voilà pourquoi la victoire des Languépin, leur unité, l'élargissement de leur lutte prend tout son sens et révèle bien plus qu'on ne l'imaginait à première vue.

Yves SPARFEL ■



Photo Adja-Maillac

le problème de l'emploi est posé : 59 licenciements avaient été annoncés en janvier. Non loin de là, les 430 ouvriers de Cazeneuve (qui fabriquent des tours), occupent depuis l'annonce de la fermeture le 10 décembre dernier. Pour eux, aucune solution pour l'instant.

une alliance étonnante

Les travailleurs de Languépin, par contre, ont gagné. Sur la soixantaine de licenciements annoncés, un seul reste à ce jour en suspens. Pour arriver à ce résultat, les « Languépin » ont

caux français) et F. Combe (Assemblée permanente des chambres de métiers) des « Groupes initiatives et responsabilité », sans avoir consulté son comité confédéral, a été en effet désavoué le 22 février par les cadres CGC de la métallurgie. Cette tentative a pour but d'ameuter les classes moyennes contre le Programme commun. Elle ne peut être du goût de certains cadres qui, sans rallier pour autant la lutte de classe, pensent néanmoins qu'ils doivent se battre pour l'emploi aux côtés des ouvriers, employés et techniciens des autres centrales syndicales. Ceux de Languépin l'ont fait.

En ce sens, la victoire des « Lan-

espoir. Il peut servir de tremplin, de révélateur, pour d'autres combats, pour des initiatives nationales contre le bradage de la machine-outil en France. D'ailleurs, le lendemain de ce rassemblement chez Languépin, les ouvriers de Cazeneuve organisaient une journée portes-ouvertes, à laquelle participèrent des centaines de personnes.

renouveler le parc

A côté de la barrière de l'usine Languépin de Saint-Denis, un petit tableau de bois protégé d'une vitre poussiéreuse est accroché au mur.

les municipales à Paris

Serge Depaquit : « oser gagner »

T.S. : Coups de théâtre à droite, négociations laboureuses à gauche : Paris vaut-il tant d'acharnement ? Quel est l'enjeu politique de ces élections municipales ?

Serge DEPAQUIT : Le premier enjeu, c'est la mairie elle-même, instituée par le nouveau statut de la capitale. Le maire de Paris sera le premier maire de France — l'un des premiers personnages politiques du pays. Son domaine ? Une institution dotée de quelque 35 000 employés et dont les pouvoirs seront d'autant plus importants qu'aucune structure démocratique intermédiaire ne fera écran entre la mairie et les Parisiens. Et, bien sûr, derrière la mairie, il y a la ville : le plus grand chantier de France livré aux promoteurs et aux banques, le centre de la première place industrielle de l'Hexagone, le cœur politique et administratif d'un pays où la décentralisation reste à ce jour un mythe à usage électoral... On comprend que la droite s'excite.

Mais l'essentiel est ailleurs : dans le caractère exceptionnel de ces élections — en mars 1977, on répétera 1978 —, lié lui-même à la crise actuelle du pouvoir. On sait désormais que la droite peut perdre le pouvoir et cette donnée va désormais dominer toute la vie politique française. Une défaite de la droite à Paris ne peut qu'aviver cette crise. Certes, une municipalité de gauche ne résoudra pas tous les problèmes des Parisiens...

T.S. : Une victoire de la gauche à Paris ? N'es-tu pas triomphaliste ?

S.D. : Je n'oublie pas que Paris a été, en 1974, le septième département giscardien de France... Pourtant les possibilités de battre la droite ne sont pas négligeables. La gauche « tient » cinq secteurs : les 11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements, qui élisent au total 36 conseillers sur 109. Pour devenir majoritaire, elle doit emporter les secteurs « gagnables » : ceux où la gauche a progressé entre les municipales de 1971, les législatives de 1973 et les présidentielles de 1974, et où F. Mitterrand a recueilli 45 % des voix ou plus en 1974 ; en gros, les 10^e, 14^e, 12^e et 2-3^e arrondissements (auxquels pourraient s'ajouter les 1^{er}-4^e arrondissements). En enlevant ces secteurs, la gauche disposerait de 57 conseillers — mieux que la majorité. Evidemment, rien n'est joué, même dans les secteurs « sûrs » qui, comme le 18^e, sont en fait versatiles et où la droite jouera dur. Parier le succès, c'est donc accepter de s'engager à fond. Objectif ? Recueillir la totalité des voix « de gauche » et même « mordre » sur les hésitants.

Candidature d'Ornano, coup de force chiraquien, décès de Bernard Lafay... Jusqu'à tout récemment, la droite faisait la « une » sur la préparation des élections municipales à Paris, laissant au second plan les négociations d'une gauche « qui n'y croyait pas ». Aujourd'hui, alors que les sondages les donnent gagnantes, les forces de gauche parlent plus haut. Serge Depaquit, secrétaire fédéral de la région parisienne, membre du bureau national du PSU, fait le point : sur l'accord conclu pour la répartition des sièges, le contrat municipal, la poussée des écologistes, la liaison entre la transformation des institutions actuelles et la perspective des pouvoirs populaires...



Photo David Leblé.

Et ces incertitudes et ces possibilités de victoire donnent à la présence du PSU sur les listes communes toute son importance.

PSU : une place modeste...

T.S. : Quelle est la place faite au PSU sur ces listes ?

S.D. : Modeste. Mais nous n'attendions pas de « cadeau ». Les négociations ont porté surtout sur l'hypothèse gagnante : celle des 57 élus possibles. La répartition des sièges à l'intérieur de cette « enveloppe » a fait l'objet des discussions les plus délicates. Qu'en est-il résulté ? L'accord attribue dans ce cadre 27 sièges au PCF, autant à l'UGDS — c'est-à-dire

aux socialistes et radicaux de gauche —, deux au PSU, un seul aux deux courants gaullistes de gauche.

Dans leurs « fiefs », les signataires du Programme commun ont refusé d'ouvrir les listes communes aux non-signataires du Programme commun : nous serons donc absents dans les 11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements. Nous le déplorons : non seulement pour nous, mais parce que les incertitudes que j'évoquais tout à l'heure rendaient l'ouverture très souhaitable — peut-être indispensable.

...mais dans les secteurs « gagnables »

Dans les secteurs « gagnables », nous serons présents dans les 10^e et

14^e arrondissements. Ce sont, semble-t-il, les mieux placés des secteurs « gagnables » et, sur ce point, l'accord nous paraît correct.

Ailleurs, dans les secteurs où la gauche n'a sans doute rien à attendre, nous serons présents dans deux arrondissements seulement, les 6^e et 9^e, ce qui est inférieur à ce que nous voulions...

T.S. : Et inférieur à ce qu'obtiennent les gaullistes de gauche, dont les scores électoraux ont toujours été inférieurs aux nôtres...

S.D. : Oui. Mais nos efforts, dans la négociation, ont évidemment porté sur les secteurs « gagnables » où ces gaullistes sont en revanche réduits à la portion congrue.

pouvoirs populaires et municipalités d'arrondissement

T.S. : Au-delà de ces calculs — que beaucoup qualifieront de calculs de marchands de tapis — se posent les problèmes sérieux : ceux du programme sur lequel nous nous présentons. Le contrat municipal adopté par le PCF, le PS, le PSU, le MRG et les gaullistes d'opposition, comporte des propositions immédiates — ce que la municipalité de gauche s'engage à réaliser en tout état de cause — et des propositions à moyen terme : ce que les élus feront si la gauche l'emporte en 1978. Les unes et les autres ne présentent rien d'extraordinaire...

S.D. : Elles ne sont pas, pour nous, inacceptables. Certaines sont même intéressantes. Prends par exemple la proposition de créer des municipalités d'arrondissement, élues à la proportionnelle, dotées de pouvoirs réels et d'un budget autonome. Ce ne sont certes pas les « contrôles populaires » sur la ville dont nous nous réclamons. Ces contrôles exigeraient sans doute le développement de structures de contrôle par quartiers ; mieux : par groupes d'immeubles ou par immeubles collectifs. Mais nous n'irons pas vers ces contrôles populaires sans rapprocher les structures de pouvoir local de la vie de quartier. L'idée des municipalités d'arrondissement, qui resteront des municipalités de grandes villes, coiffant 100 000 à 300 000 habitants dans le cas de Paris, c'est un premier pas décisif. Mais la gauche devra se poser le problème des structures au niveau du quartier. Par exemple en s'inspirant

d'expériences italiennes : à Pavie, on a découpé la ville en quartiers de 8-10 000 habitants ; l'équivalent de nos plans d'occupation des sols ont été débattus à ce niveau, ce qui a permis aux habitants de se prononcer sur des documents dont les propositions, à l'échelle assez modeste des quartiers, apparaissaient assez « palpables » pour que la décision collective ait un sens démocratique réel.

la leçon portugaise

Cette recherche a pour nous une grande signification, qui dépasse les cadres de la lutte pour la démocratisation des institutions. En effet, les pouvoirs populaires ne sont pas assimilables à une telle lutte. Mais ils ne peuvent non plus, me semble-t-il, se développer et surtout s'affermir dans le cours d'une crise de régime si le cadre institutionnel n'évolue pas. Pour être clair, je prendrai l'exemple des comités du pouvoir populaire portugais. Nous savons qu'ils n'entraînaient pas les secteurs décisifs de la classe ouvrière et que leur caractère de masse a eu tendance à se réduire. Pourquoi ? Parce que ces comités ont été plus — et toujours plus — des lieux de formation de l'avant-garde plutôt que des conseils au sens plein du terme, c'est-à-dire des structures dotées de pouvoirs de gestion. La perspective conseilliste s'effaçait donc tandis que s'affirmait le conflit entre les groupes, avec le type de débats que cela suppose et l'effritement de la base sociale des comités qui en est la conséquence. Nous devons tirer la leçon de l'expérience portugaise et comprendre, dans nos conditions qui sont bien différentes, la nécessité d'offrir une perspective crédible aux comités de contrôle populaire qui pourraient naître dans une crise de régime. Il est vrai que ces contrôles ne sont pas « institutionnalisables ». Mais il est non moins vrai qu'ils perdraient rapidement leur signification profonde si, parallèlement, le cadre institutionnel n'était pas modifié. Or cette lutte se prépare dès maintenant par nos propositions, notre action autonome et notre insertion dans la dynamique unitaire.

à propos du Programme commun

T.S. : Autre problème politique majeur : les propositions du contrat municipal se réfèrent explicitement au Programme commun de la gauche que nous n'avons pas signé. Ne sommes-nous pas en pleine contradiction ?

S.D. : J'ai répondu aux questions des journalistes à ce sujet, lors de la conférence de presse de jeudi dernier (1). J'ai indiqué nos points d'accord et aussi nos divergences. Le contrat municipal mentionne d'ailleurs que le PSU n'a pas signé le Programme commun. Evidemment j'aurais pu développer, par exemple sur les problèmes dits du « type de croissance ». L'idéologie « productiviste » a fait des ravages à gauche. L'engouement, avant la crise pétrolière, pour des



taux de croissance « à la japonaise » a aussi fortement influencé la démarche des leaders politiques de la gauche. N'oublions pas que le Programme commun a été signé en 1972 : on espérait alors que la gauche au pouvoir imposerait des taux de croissance de 8 ou 9 % l'an !

Nous disions à l'époque, et la crise qui a suivi nous a donné raison, que le taux de croissance en soi n'avait pas de signification et qu'il fallait immédiatement poser la question du « que produire », « pour quoi », « pour qui », « avec quelle division sociale du travail » ?

l'écologie à l'heure du choix

Nous ne proposons pas d'ailleurs l'inverse, la croissance zéro, voire le retour à des formes précapitalistes de la production. Nous disons qu'il faut poser le problème autrement, en termes de classe. Dimanche, j'ai entendu Dumont à France-Inter se référer constamment aux conclusions du Club de Rome pour exposer les positions écologiques. Cette façon de poser le problème renferme un énorme danger pour tout le mouvement populaire. Les positions du club de Rome ont été largement inspirées par l'aile droite de la social-démocratie européenne et la vaste campagne qui a été développée à leur sujet (croissance zéro, fin des ressources

énergétiques...) n'avait qu'un but : préparer l'opinion publique aux politiques d'austérité.

T.S. : Puisque nous en sommes aux positions du mouvement écologique, peux-tu préciser la position du PSU par rapport aux listes Paris-Ecologie qui créent aujourd'hui l'événement ?

S.D. : Que l'écologie — y compris la percée électorale de Paris-Ecologie — fasse l'événement, me paraît très positif. Plus les candidats de droite se barbouillent de vert, plus les listes écologiques montent dans les sondages. L'affaire prend un tour de plus en plus cocasse. Les partis de gauche n'ont pas pour l'instant, cédé à cet électoralisme. En revanche, on peut leur reprocher de ne pas avoir une réponse d'ensemble satisfaisante : sur le nucléaire bien sûr, mais aussi, par exemple, quant à un plan énergétique pour la région parisienne, combiné à une autre conception des transports et de l'urbanisme.

De toute façon, le combat des écologistes et celui du PSU sont complémentaires, en dépit des divergences qui nous séparent. On ne saurait pourtant en rester à ce type de constatation, surtout en regard des enjeux de l'élection parisienne. Ainsi les sondages indiquent que les listes écologiques auraient la possibilité (12,5 % des inscrits) de se maintenir dans un des secteurs que la gauche peut gagner : celui des 1^{er} et 4^e arrondissements ; les mêmes sondages

précisent que, sans ce maintien, la gauche l'emporterait, mais qu'avec lui, c'est la droite qui triomphe. Alors, nous nous posons la question : les militants des listes écologiques feront-ils triompher Chirac qui, avec Pompidou, voulait « adapter Paris à l'automobile », ou d'Ornano, le patron de l'implantation des centrales nucléaires ?

Comme on le voit, il est des moments où il faut choisir ; l'absence de prise de position constituant elle-même un choix. D'ailleurs, ce débat sur la tactique n'en rejoint-il pas un autre sur le contenu des programmes ?

Le PSU n'a pas, comme d'autres, à se mettre un macaron vert sur la poitrine, puisqu'il a été véritablement le premier à poser les questions écologiques, y compris celle des centrales nucléaires. A Paris même, une manifestation anti-nucléaire originale et réussie avait été organisée en commun avec les Amis de la Terre et le PSU, en avril 1975. C'est que la plupart des propositions du programme des listes écologiques sont aussi les nôtres.

Mais le mouvement écologique est aujourd'hui l'objet d'une puissante entreprise récupératrice de la droite, notamment giscardienne. Giscard, en lançant JJSS sur l'écologie, prépare en fait les fameuses « réformes de structure » de l'après plan Barre. Quelle sera l'attitude du mouvement écologique face à cette entreprise ? Je constate qu'aujourd'hui la critique du plan Barre est totalement absente de la propagande électorale de Paris-Ecologie. Pourtant, l'écologie est d'abord un combat pour imposer une transformation des modes de vie et de travail. Comment « travailler autrement », sans lutter aujourd'hui pour briser une politique qui perpétue le chômage d'un million et demi de travailleurs ? Ne sommes-nous pas là en plein cœur de l'épineux problème des bases sociales du mouvement écologique ?

écologie et autogestion

J'ajouterai qu'à mon sens le mouvement écologique, pour être vrai, ne peut que se fonder sur la perspective autogestionnaire. Il y a en principe accord, mais sur un plan général. Or, l'autogestion n'est pas un slogan ou un gadget ; c'est une perspective qui doit se retrouver dans les propositions que nous faisons à tous les niveaux, par exemple ceux de la structure municipale. Or, je dois ici relever que la proposition de maires de quartier élus directement au suffrage universel, est tout à fait contraire à l'idée que nous nous faisons de l'autogestion. Nous sommes contre le présidentialisme sous toutes ses formes et à tous les niveaux, qu'il s'agisse de l'Etat ou de la vie de quartier. Comme tu le vois, la lutte des classes n'est pas une invention de doctrinaires. Elle traverse toutes les luttes sociales, y compris le combat idéologique.

Propos recueillis par
Claude DESLIAT

(1) Cf. encadré p. 14.

des propositions pour Paris

Rendre au peuple de Paris le pouvoir sur sa ville : dessein à long terme qui suppose bien autre chose qu'une simple victoire de la gauche aux prochaines municipales ; autre chose même qu'un simple changement de majorité, au niveau national, en 1978. Mais ce dernier pourrait au moins permettre une réforme profonde des institutions communales et une transformation du statut de Paris. Faute de tels changements, les propositions du programme municipal se heurtent aux intérêts privés que la droite a toujours servis dans la capitale. Il appartiendra d'ailleurs aux élus de la gauche de mettre ce conflit en évidence, de s'adresser aux Parisiens pour qu'ils se mobilisent afin d'imposer leur programme. C'est dans cet esprit que le PSU a présenté, pour Paris, des propositions qui complètent les orientations de sa *Charte communale*. *Tribune socialiste* les rappelle brièvement.

Pour le contrôle populaire sur la gestion de Paris

- Les fonctions départementales relevant d'un conseil général sont distinguées des fonctions municipales : ces dernières sont confiées à des municipalités d'arrondissement élues au suffrage universel et dotées de pouvoirs réels et de moyens suffisants.
- Des assemblées populaires de quartiers débattent du budget, définissent les priorités de la politique à suivre et les moyens à mettre en œuvre pour les faire aboutir. Elles désignent des comités pour contrôler la gestion des équipements publics locaux.
- Les travailleurs étrangers désignent des conseils — de quartier, d'arrondissement, de ville — chargés de les représenter aussi longtemps qu'ils n'ont pas obtenu le droit de vote.
- L'administration parisienne, juridiquement « désétatisée », est placée sous le contrôle des conseils d'arrondissement et de ville.
- Préfet et préfet de police sont supprimés, un simple commissaire du gouvernement assurant la participation de l'Etat au financement des dépenses de la capitale.
- Les activités de police et de sécurité (pompiers...) sont toutes exercées sous contrôle des élus. Les compagnies privées de sécurité sont dissoutes.
- Une Maison pour tous dans chaque quartier abrite les activités des associations et syndicats. La mairie d'arrondissement est transformée en maison commune. Certains services administratifs sont décentralisés dans les quartiers. Chaque arrondissement dispose d'une Bourse du travail.

Paris, ville ouverte... à toutes les couches populaires

- En matière de logement : au moins un logement construit sur deux est placé sous la gestion d'un des organismes publics ; la priorité est donnée à la location ; les organismes publics appliquent la règle du loyer fonction du revenu. Les logements vacants depuis plus de six mois sont réquisitionnés ; la municipalisation progressive des logements est entreprise par la création d'une bourse municipale du logement ; les agences immobilières

lières sont remplacées par une agence municipale ; les associations de locataires ont droit de regard sur l'ensemble des organismes chargés du logement ; des mesures spécifiques sont prises en faveur des personnes âgées et des travailleurs immigrés.

- En matière d'emploi : la spécialisation de Paris dans les emplois de bureau est stoppée, au profit du développement d'industries non polluantes ; une autre politique d'équipements sanitaires et sociaux permet la création de crèches nombreuses, d'équipements sanitaires d'arrondissements orientés vers la prévention, de centres d'orthogénie, de résidences de personnes âgées au cœur même des quartiers où elles ont vécu, de maisons médicales de quartier regroupant des services publics de prévention et de soin.

Paris, une ville où l'on puisse vivre

- Un plan énergétique, articulé avec la nouvelle politique d'urbanisme et la nouvelle politique de transport, doit définir pour Paris et les départements voisins des objectifs qui permettent de produire l'énergie selon les techniques les moins dangereuses : ni pollution ni nucléaire !
- Une nouvelle politique d'urbanisme, impliquant la révision du POS, s'efforce de recréer les conditions d'une vie communautaire (développement de micro-équipements de voisinage...), soumet l'architecture à la délibération collective dans les quartiers, restitue à tous l'air et le soleil.
- Une autre politique des transports vise à rendre Paris aux piétons, aux deux roues, et aux transports collectifs ; elle assure donc le dépérissement progressif de la voiture individuelle dans Paris. Le plan de transport dans la région parisienne repose sur cinq principes : proximité de l'habitat et des transports collectifs ; priorité aux transports de surface en site propre ; transports « hors marché » ; distribution de la cartec orange à charge de l'entreprise ; gratuité des transports pour les personnes âgées, les chômeurs, les scolaires. Parmi les projets envisagés spécifiquement pour Paris : une dalle couvrant le périphérique sert en partie de parking aux automobiles ; un transport collectif (SNCF ou tramway rapide) est mis en service sur la « petite ceinture » ; aux couloirs d'autobus s'ajoutent des voies réservées aux deux roues ; des voies piétonnières sont ouvertes ; les



Photo AFP

Stopper l'entreprise de destruction...

services d'autobus en soirée, les dimanches et jours de fête, sont rétablis.

Un plan d'urgence

Ces premières propositions du PSU doivent bien sûr faire l'objet d'un débat public avec tous les Parisiens. Et si la gauche conquiert, en mars

prochain, la majorité du Conseil de Paris, un plan d'urgence devra être adopté pour stopper l'entreprise de destruction de Paris déjà bien avancée par la droite, réorienter les choix budgétaires de la ville, prendre les mesures de sauvegarde indispensables pour préparer une politique nouvelle sur Paris.

la gauche peut gagner...

- La gauche peut-elle enlever la mairie de Paris ? Chirac est tellement sûr qu'elle le peut, qu'il pose très tôt sa candidature pour bloquer ce processus. Ce qui alimente alors son inquiétude ? La progression de la gauche depuis 1971 dans quatre secteurs : les 2^e-3^e, 10^e, 12^e et 14^e arrondissements. Toute la presse

a rappelé ces chiffres — que nous reproduisons pour mémoire. Si la gauche garde les secteurs qu'elle détient déjà (11^e, 13^e, 18^e, 19^e et 20^e arrondissements), et si elle s'empare de ces quatre secteurs gagnables elle sera majoritaire au Conseil de Paris.

Les scores de la gauche dans les secteurs « gagnables » (en % de suffrages exprimés)

Arrondissements	Municipales 71	Législatives 73	Présidentielles 74
2 ^e -3 ^e	46,2 %	46,2 %	47,7 %
10 ^e	44,2 %	43,1 %	47,5 %
12 ^e	42,9 %	43,6 %	45,6 %
14 ^e	43,5 %	44,9 %	46 %

avantages à la gauche (en % des suffrages exprimés)

- Mais il y a plus inquiétant aujourd'hui pour la droite : les sondages par secteur confirment les chances de la gauche. Parce que les reports de voix joueront mal entre listes chiraquiennes et listes de Michel d'Ornano (au 2^e tour, 21 à 30 % des électeurs chiraquiens refuseraient leurs voix aux candidats de d'Ornano ; c'est pire encore dans l'autre sens : 23 à 34 % des giscardiens refuseraient leurs voix aux chiraquiens). Quant aux

écologistes, dont la poussée est confirmée (ils obtiennent 10 à 19 % des intentions de vote selon les secteurs), ils arbitreront dans plusieurs secteurs. Certes, il faut se méfier des sondages — et penser que la campagne peut faire, dans une certaine mesure, évoluer les pronostics. Nous reproduisons ici les sondages qui concernent les deux arrondissements « gagnables » où le PSU figure sur les listes communes de la gauche.

10 ^e arrondissement				14 ^e arrondissement			
1 ^{er} TOUR		2 ^e TOUR		1 ^{er} TOUR		2 ^e TOUR	
Liste d'Union de la gauche (Alain Lhostis, PC)	38	LISTE D'UNION DE LA GAUCHE	52	Liste d'Union de la gauche (Bernard Parmentier, PS)	41	LISTE D'UNION DE LA GAUCHE	54
Liste de la gauche révolutionnaire	3			liste de la gauche révolutionnaire	2		
Liste d'Ornano (André-Jean Ville-neuve)	20	LISTE CHIRAC	48	Liste d'Ornano (Jean-Claude Colli)	16	LISTE CHIRAC	46
Liste Chirac (Claude Gérard Marcus)	25	Ne savent pas	23 %	Liste Chirac (C. de la Malène)	24		
Liste Paris-Ecologie	12			Liste Paris-Ecologie	13	Ne savent pas	12 %
Liste Jobert	1	Liste d'Union de la gauche	51	Liste Jobert	3	Liste d'Union de la gauche	53
Liste d'extrême droite	1	Liste d'Ornano	49	Liste d'extrême droite	1	Liste d'Ornano	47
Ne savent pas	19 %	Ne savent pas	20 %	Ne savent pas	11 %	Ne savent pas	13 %

Source : *Le Matin de Paris*.

les partis de gauche ont présenté le contrat municipal



Photo AFP

De gauche à droite : Dominique Gallet (gaulliste d'opposition), Georges Sarre (Parti socialiste), Pierre Mattei (Radicaux de gauche), Henri Fiszbín (Parti communiste), Serge Depaquit (Parti socialiste unifié).

Je rappellerai ici une position ancienne de notre parti (congrès de Toulouse, en 1972), précisée notamment à notre récent congrès de Strasbourg : pour nous et pour les travailleurs, le Programme commun de la gauche est d'abord un fait politique, celui de l'unité des partis de gauche qui ont l'influence dominante parmi les travailleurs.

Notre parti raisonne en fonction des forces politiques réelles, telles qu'elles sont et non telles que nous les voudrions. Nous savons que cet accord a largement modifié la situation politique en dégageant une alternative crédible parce que s'appuyant sur les grands partis du mouvement ouvrier. C'est l'unité qui, au-delà des municipales, peut permettre d'envisager une défaite de la droite lors des prochaines élections législatives. En ce sens, nous partageons pleinement la dynamique du contrat municipal qui, loin de se limiter à un catalogue de mesures, se situe nettement dans la perspective d'une victoire des forces de gauche.

Mais le Programme commun de la gauche, c'est aussi un contenu politique. On sait que le PSU n'a pas signé le Programme commun : c'est d'ailleurs consigné à la fin du contrat municipal. Il n'en propose pas pour autant un « anti-programme commun ». Pourquoi ? Pour les raisons invoquées précédemment bien évidemment. Mais aussi parce que nous soutenons certaines propositions essentielles du Programme commun. Je n'en citerai ici quelques unes :

- la transformation des conditions de vie des travailleurs par la satisfaction de revendications essentielles, notamment celles relatives à la progression du pouvoir d'achat, à la réduction de la durée du travail, la garantie de l'emploi...

- les nationalisations de secteurs clés de l'économie, à commencer par le Crédit et neuf groupes parmi les plus importants ; ces mesures devant être mises en œuvre dès l'installation d'un gouvernement de gauche comme le précise le Programme commun de gouvernement. Ces nationalisations, qui pourraient être complétées par d'autres (sidérurgie, automobile, pétrole), devraient, combinées à la mise en œuvre d'une planification démocratique, permettre

Le contrat municipal pour Paris, adopté par les partis de gauche (MRG, PC, PS, PSU, gaullistes d'opposition) a été présenté à la presse le jeudi 24 février. Les questions des journalistes ont porté tant sur les propositions municipales de la gauche que sur les problèmes de politique générale. Le PSU ayant été questionné sur ses positions par rapport au Programme commun de gouvernement, son représentant à la tribune, Serge Depaquit, a fourni une réponse que nous croyons utile de reproduire.

aux travailleurs de participer directement aux transformations fondamentales pour lesquelles ils luttent.

- Les dispositions visant à une extension des libertés individuelles et collectives, sociales et politiques : notamment droit d'asile, droit d'organisation et de réunion politique dans les entreprises, disparition des juridictions d'exception, représentation proportionnelle pour les élections, suppression des polices parallèles...

Nous devons même ajouter qu'au lendemain d'une victoire de la gauche, une situation délicate se présentera étant donné l'importance des pouvoirs présidentiels. De fortes pressions s'exerceront alors, de fait elles s'exercent déjà, pour amener la gauche à reculer l'application de certaines dispositions de son programme, comme les nationalisations. Le PSU, dans une telle situation, sou-

tiendrait toute mesure qui permettrait une réelle avancée de la gauche.

Mais cette approche positive ne saurait dissimuler que nous avons nos propres propositions et des divergences avec le Programme commun sur certains points. J'en rappellerai ici quelques-uns :

- le PSU, qui lutte pour l'instauration de l'autogestion socialiste, s'appuie, pour y parvenir, sur la stratégie des contrôles ouvriers et populaires. Ainsi les nationalisations ne peuvent être synonyme d'étatisation (ce que relève d'ailleurs le Programme commun). Ajoutons qu'elles ne doivent pas conduire au développement de processus et de structures qui appartiennent plus au capitalisme d'Etat qu'à une véritable socialisation, but réel, dans notre projet, de la nationalisation. Sur ce point essentiel, le PSU a ses propres propositions qui,

nous devons le dire, ne coïncident pas avec celles du Programme commun.

- Les lendemains d'une victoire de la gauche ne seront probablement pas aisés si celle-ci entend appliquer son programme. De fait, nous croyons que la consolidation d'une victoire électorale se jouera essentiellement sur deux questions :

- la mise en œuvre des nationalisations prévues, à condition qu'il s'agisse de « véritables » nationalisations, qui ne sauraient donc se réduire à un problème de suppression du droit de vote des actionnaires ;

- le refus d'une pause sociale, c'est-à-dire d'un « contrat social » interclasses.

Si, sur ces deux questions, la gauche refuse le compromis que dès aujourd'hui une partie de la droite lui propose, alors nous semble-t-il surgira inévitablement un difficile problème institutionnel.

Sur ce point crucial, même si l'abrogation de l'article 16 reste une mesure significative, nous ne pensons pas que le Programme commun propose les transformations qui sont aujourd'hui nécessaires et qui, de fait, supposent que soit abrogé le système semi-présidentiel actuel.

D'autres points importants devraient être encore soulevés comme ceux qui tiennent au modèle de croissance et au refus du productivisme, ou bien encore au rapport explicite qu'un programme gouvernemental devrait, selon nous, énoncer entre la mise en œuvre de mesures gouvernementales et la nécessaire et primordiale initiative des travailleurs. Pour le PSU, l'autonomie du mouvement populaire reste le facteur premier de toute véritable transformation sociale.

Mais ces remarques ne doivent pas faire oublier ce qui est pour nous l'essentiel. Sans la victoire de la gauche unie, sans la mise en œuvre des principales mesures qu'elle propose, il ne sera pas possible d'engager les transformations sociales que souhaitent les travailleurs. Les 13 et 20 mars, une page peut être tournée, qui prépare des victoires plus décisives. Aujourd'hui, à Paris, la gauche est plus largement unie qu'elle ne l'a jamais été et peut espérer battre la droite. Le PSU, quant à lui, consacrera tous ses efforts à ce combat. ■

les candidats du PSU aux élections municipales de Paris

X^e — Michel Mousel, secrétaire national du PSU, 37 ans, fonctionnaire ; suppléant : Charles Cimerman, membre du Bureau national, 42 ans, ouvrier coupeur en bonneterie.

XIV^e — Claude Bourdet, un des fondateurs du PSU, 67 ans, journaliste, ancien conseiller municipal des XIII^e et XIV^e arrondissements. Auteur des livres : *A qui appartient Paris?* (1972), de *L'Aventure incertaine* (souvenirs de la résistance et de la déportation) (1975) et des *Chemins de l'Unité* ; suppléante : Geneviève Petiot, secrétaire nationale, 41 ans, enseignante ;

VI^e — Pascal Dorival, secrétaire national, 28 ans, chargé de formation ; suppléant : Louis Jouve, 27 ans, fonctionnaire ;

IX^e — Serge Depaquit, membre du Bureau national, secrétaire fédéral de la région parisienne, 47 ans, ingénieur au CNRS ; suppléante : Lucienne Didner-Sergent, 62 ans, avocate, maire adjoint honoraire du IX^e arrondissement.

chrétiens pour le socialisme : deux plates-formes pour un débat

Le dossier « Chrétiens et socialisme » publié dans *Tribune socialiste* (n° 729, 10-16 février) a suscité de nombreuses réactions, comme en témoignent de nombreuses lettres de lecteurs et de lectrices. « Pas mal votre dossier sur l'église; [...] mais vous avez oublié la moitié des groupes significatifs. Vous n'avez pas parlé des groupes proches du PSU (« Chrétiens-marxistes » et groupes « La Lettre ») qui avaient, eux, quelque chose à dire. C'est con (»). Signé : Nicole. Dans l'impossibilité matérielle de rendre totalement compte du large écho rencontré par le dossier, nous reproduisons la lettre adressée par les « Chrétiens-marxistes » à *Tribune socialiste* ainsi qu'une mise au point de notre collaborateur Yves Barou.

La rédaction □

Le dossier d'A. Laudouze « Chrétiens et socialisme » a eu le mérite d'ouvrir le débat. Incomplète et trompeuse cette tribune libre déguisée n'a pas celui d'en clarifier les enjeux. Incomplète car elle présente de manière caricaturale les positions des chrétiens les plus radicalisés au sein desquelles pourtant les militants du PSU ont une place importante. De nombreuses lettres et le rectificatif des Chrétiens-marxistes permettent de corriger ce jugement rapide. Incomplète aussi car elle ne fait que soulever les problèmes de fond (1). Trompeuse enfin car elle escamote le débat essentiel qui préside au lancement de « Chrétiens pour le socialisme » (CPS).

Si ce rassemblement large éveille souvent de l'intérêt, il suscite aussi des craintes et d'abord du côté de la JOC (F) et de l'ACO. Les mouvements redoutent en particulier qu'en l'absence d'un point de vue de classe solide, une telle structure n'engendre que la confusion politique. La première condition pour que CPS soit utile est bien que les chrétiens ne se considèrent pas comme un groupe social hors des conflits de classes. Mais quelle sera alors la spécificité de CPS?

Les mouvements qui, autour de *Témoignage chrétien*, *Vie nouvelle* proposent la première plate-forme ne donnent pour l'instant que des réponses vagues. « Lien entre les chrétiens engagés pour le socialisme » CPS devrait en même temps « favoriser la recherche de nouvelles manières de dire la foi [...] lutter contre l'appui qu'apporte aujourd'hui l'idéologie chrétienne au pouvoir établi » et « faire que l'Eglise témoigne aujourd'hui des exigences évangéliques ». Refusant un super-mouve-

ment, ils envisagent plutôt une coordination de ce qui existe déjà, privilégiant en tout cas le « regroupement des chrétiens qui ne veulent pas quitter l'Eglise ».

des lieux de liberté...

La seconde plate-forme publiée dans la lettre émane-t-elle de groupes de base, comme celui de Nantes, qui s'est créé à l'initiative du cercle Jean XXIII où, depuis longtemps, des camarades du PSU et du Parti socialiste travaillent ensemble. Soucieux de créer un lien d'action et de débat unitaire ces groupes critiquent les ambiguïtés de la première plate-forme; pour eux, tout d'abord, « si une présence à l'intérieur de certaines institutions pour en faire éclater les contradictions peut être utile, il ne faut laisser aucune illusion sur la possibilité de transformer de l'intérieur les Eglises pour en faire des lieux de liberté ». Refusant de se battre pour remplacer des évêques de droite par des évêques de gauche et visant une destruction profonde des appareils, les chrétiens plus radicalisés recherchent plutôt de nouvelles expériences de vie communautaire sur le plan politique, ils craignent que ce flou ne conduise à faire de CPS, un appendice du PS; leurs inquiétudes reposent aussi sur la volonté hégémonique de TC et de *Vie nouvelle*; jusqu'à présent ces derniers cherchent à éviter le débat et se présentent comme les futurs animateurs de CPS avant même que l'assemblée constitutive n'ait eu lieu!

Pour le deuxième courant, l'axe central de CPS devrait être la critique de l'idéologie religieuse. Confronter sous cet éclairage les rapports entre

« les chrétiens et l'école privée »

L'école catholique en tant que telle meurt, mais elle revit en tant qu'enseignement privé, car l'Etat libéral ne trouve qu'avantages à la privatiser. Pourquoi? Le groupe « Chrétiens pour le socialisme » de Rennes organise autour de ce thème une réunion-débat le samedi 5 mars, à 20h 45, salle des Beaux-Arts, 30, rue Hoche. Participation de Jacques Ricot, professeur au centre de formation des PEGC, animateur du cercle Jean XXIII de Nantes, auteur de *Autopsie de l'école catholique* (Cerf, 1975), militant PSU ■

les chrétiens

série : forces sociales et organisations



et la lutte pour le socialisme

POUR L'ACTION REFLEXIONS POUR L'ACTION REFLEXIONS POUR L'ACTION REFLEXIONS POUR L'ACTION REFLEXIONS POUR L'ACTION

la référence chrétienne et l'engagement politique permettrait alors d'éviter une rupture entre la pratique politique et la foi, restée affaire privée.

libérer la parole

Les questions posées sont bien centrales; elles conditionnent probablement l'avenir de CPS, sa capacité à briser le silence et les tabous qui pèsent dans ce domaine, à mobiliser des couches larges. Libérer la parole, cela en vaut effectivement la peine; encore faut-il que CPS soit lui-même un lieu de liberté! Ce qu'il adviendra de CPS ne peut, en tout cas, nous être indifférent lorsqu'il s'agit de la construction de l'unité populaire. Pour sa part, « le PSU ne considère

pas les chrétiens comme un groupe social spécifique à intégrer dans un front social antimonomopoliste, comme semble le faire le PCF: il estime qu'une lutte idéologique conséquente peut aider de nombreux chrétiens à rejoindre le combat anticapitaliste. La stratégie d'unité populaire ne saurait, en effet, additionner des groupes sociaux tels qu'ils sont; au contraire, elle organise leur convergence sur des bases anticapitalistes ». (Déclaration du bureau national du PSU, préliminaire au PSU-Doc.)

Yves BAROU ■

(1) Voir la brochure PSU-Doc, « Les chrétiens et la lutte pour le socialisme », janvier 1977 qui vient de paraître. En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, 6 F.

les Chrétiens-marxistes écrivent à Tribune socialiste

Dans le dossier « Chrétiens et socialisme » du n° 729 de *Tribune Socialiste*, le mouvement des Chrétiens-marxistes est présenté d'une manière, non seulement inexacte, mais nettement tendancieuse.

1) Le mouvement des Chrétiens marxistes a été créé, en octobre 1974, à l'issue d'une assemblée qui regroupait 200 participants venus des différentes régions de France. Il a reçu, dès sa fondation, l'adhésion de plusieurs groupes de province qui avaient derrière eux une longue pratique militante. C'est à Paris, au contraire, que son implantation a toujours été la plus faible.

2) L'objectif essentiel a été défini dès la création du mouvement: lutter contre l'idéologie religieuse considérée comme l'une des composantes fondamentales de l'idéologie dominante dans la société capitaliste. C'est en fonction de cet objectif que, face à la création d'une section CPS en France, le mouvement a pris une position *unanime* qui a été précisée lors de l'assemblée générale tenue à Nantes, en janvier dernier.

« L'intervention de différents groupes de base CPS et de quelques mouvements, dont les Chrétiens-marxistes, a permis d'éviter que la constitution d'une section nationale des CPS ne se fasse dans la discrétion feutrée d'états-majors ne cherchant guère autre chose qu'une Eglise plus favorable à la gauche.

Aujourd'hui, en vue de la constitution de la section nationale des CPS, coexistent deux propositions de plates-formes qui, malgré des évolutions réelles, semblent

difficilement compatibles. Mais, voulant éviter la création de deux mouvements CPS parallèles, les Chrétiens-marxistes décident de participer à l'assemblée constitutive des CPS, bien que cette initiative soit, aujourd'hui, prématurée, eu égard à la faible existence de groupes locaux CPS. Ils défendent les positions du texte intitulé: « Pour une plate-forme sans ambiguïtés », et en particulier les deux points suivants:

• L'adhésion à CPS est une adhésion individuelle, même si les mouvements peuvent soutenir CPS. La représentation nationale est l'émanation de ces groupes de base CPS.

• L'appartenance formelle aux Eglises n'est pas requise pour appartenir aux CPS dont le but n'est pas la création d'une Eglise de gauche, et cela en vertu de la parole de Luc selon laquelle « on ne met pas de vin nouveau dans de vieilles outres ».

3) Quant à l'appartenance chrétienne des membres du mouvement, personne n'a qualité pour en juger. Elle ne saurait en tout cas s'opposer à leur pratique marxiste, puisqu'à leurs yeux c'est de cette pratique même que naîtra, peut-être, demain, un nouveau discours chrétien.

Nous nous excusons de la longueur de ce rectificatif, mais c'est la « brièveté » même du texte qui prétendait présenter notre mouvement qui en est la cause.

Collectif national
du mouvement
des Chrétiens-marxistes ■

les exclus de l'intérieur

handicapés : trois millions d'exclus

Le conseil des ministres du 23 février a préparé les décrets de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Le gouvernement autorise par ailleurs les associations à quêter sur la voie publique le 6 mars, dans un élan de solidarité nationale. Deux volets d'une même politique contre laquelle luttent de nombreux handicapés.

C'est ce qu'a expliqué, au cours d'une conférence de presse, la coordination regroupant pour la première fois de nombreux mouvements : le Comité de lutte des handicapés, la Confédération générale des aveugles, sourds, grands infirmes..., le Mouvement de défense des handicapés, le Comité des élèves de l'Association Valentin Haüy, du Centre général des aveugles en rééducation...

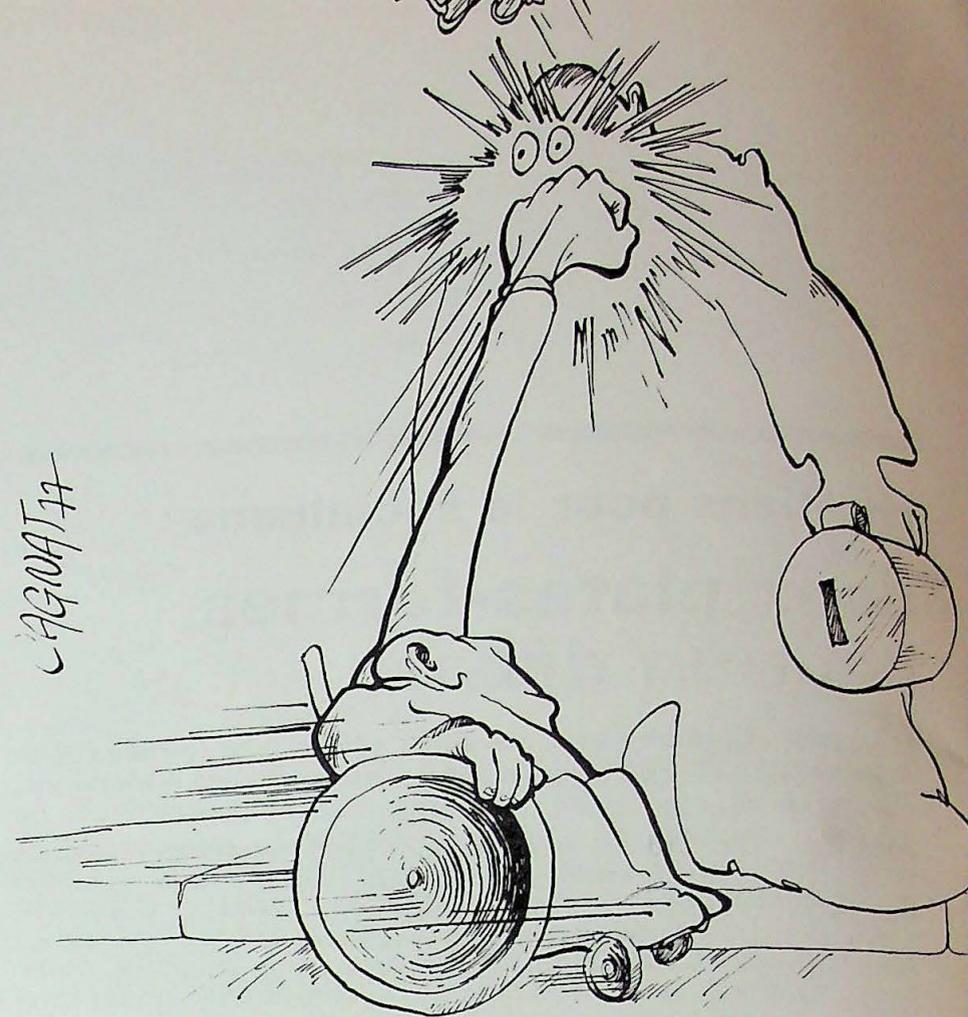
Tous refusent la pratique des quêtes, mendicité organisée, qui humilient les handicapés figés dans une attitude d'éternels assistés, qui permettent au pouvoir de se décharger de ses obligations sur les associations ; qui favorisent ces associations responsables du ghetto des handicapés.

Ils rejettent également la loi d'orientation qui continue à les marginaliser tout en réalisant une certaine intégration selon la loi du profit (sous-prolétariat de la main-d'œuvre handicapée, médicalisation du handicap). Par exemple, dans un atelier protégé, cette loi limite les ressources des handicapés à 90 % du SMIC, et n'autorise pas la syndicalisation des travailleurs.

Des luttes se développent aujourd'hui contre cette politique.

A Besançon, la section CFDT regroupant encadrement et handicapés occupe son lieu de travail ; elle organise une marche funèbre dans la ville contre cette loi qui signifie licenciement d'une partie du personnel et rabaissement du salaire des handi-

CAGNATI 77



pés. A Marseille, c'est pour que le métro prévoit des aménagements pour les handicapés : M. Defferre n'en a cure. A Paris, les stagiaires aveugles de l'Association Valentin Haüy, 5, rue Duroc, se sont mis en grève pendant trois semaines fin janvier ; contre l'interdiction de sortir après 21 heures et de recevoir des visiteurs dans leurs chambres ; contre le comité de censure de la magnétothèque nationale (livres sur bandes magnétiques) qui fait enregistrer *Démocratie française*, mais rejette Freud, Reich, Marx, plus largement, ils refusent d'être traités comme des assistés et murés dans un centre-prison ; ils s'organisent en

commissions, groupes de travail...

L'ensemble de ces efforts convergera, à l'appel de la Coordination, dans une manifestation, le samedi 5 mars, place de la Madeleine, avec l'appui du secteur Santé de la CFDT. Pour dénoncer la quête-mendicité du lendemain ; pour refuser la loi d'orientation. Leur combat est celui de tous les travailleurs contre une société qui fabrique des handicapés (accidents du travail, accidents de la route, accidents de naissance dans les maternités-usines) pour s'en débarrasser ensuite. Nous serons avec eux le 5 mars.

H.S. ■

« parole aux femmes d'Amérique Latine »

Meeting-débat, vendredi 4 mars à 20 h à la Mutualité, salle B, 1^{er} étage, 44, rue Saint-Victor, 75006 Paris. M^o Maubert-Mutualité.

A l'initiative du journal *L'Information des femmes*. Avec des groupes et des femmes du Brésil, du Chili, d'Argentine, d'Uruguay, du Pérou, de Colombie, du Mexique...

Nous serions heureuses de pouvoir compter sur votre présence.

L'Information des femmes, journal mensuel d'informations, paraît régulièrement depuis plus d'un an.

Son audience grandit de jour en jour.

Une formule originale : il donne la parole à toutes les femmes, toutes les femmes, regroupées ou isolées, peuvent s'y exprimer ou s'y reconnaître. On y trouve des informations, des rapports de groupes concernant les activités féministes, françaises ou internationales, des nouvelles concernant les femmes, rarement suivies dans l'autre presse.

On y trouve aussi des dossiers, des débats, un calendrier, des rencontres.

C'est une tentative de regroupement et d'unification des forces des femmes.

14, rue Saussier-Leroy, 75017 Paris. Tél. 622-34-23.

être femme, OS et en grève

Mesnel est une usine de caoutchouc à Carrières (Yvelines) où un patron de choc emploie 300 personnes, la plupart immigrées, en majorité des femmes (cf. TS n° 730 et 731). Elles sont en grève depuis plus de quatre semaines. Malgré les multiples tentatives d'intimidation (recours en justice notamment), ils et elles bloquent jour et nuit l'entrée de l'usine, dormant dans un car et se réchauffant de temps en temps autour d'un feu de bois.

Deux militantes du groupe femmes d'Argenteuil sont allées rencontrer ces ouvrières en grève dans le but de les soutenir et de faire connaître leur point de vue à la presse. Du dialogue, nous reproduisons quelques propos significatifs.

si tu dormais pas sur ta machine...

« Les patrons disent qu'ils ont des raisons économiques, mais ils nous demandent toujours de travailler plus. Ils nous rabaisent le salaire : on touchait 11,42 F de l'heure, ils nous le ramènent à 10,43 F et on fait 43 h 3/4 au lieu de 40 heures. [...]. Le patron traite les femmes comme des jouets : allez en « normale » et puis reprenez l'équipe ; ça, on a refusé (1). Ce que l'on veut, c'est travailler en « normale » : 40 heures avec 2 100 F. Les chefs ne respectent pas les femmes... Ils nous engueulent tout le temps... En équipe, on n'a qu'une demi heure pour manger le soir ; un jour j'ai

été au w.-c., je suis rentrée à 8 h 01 ; le chef m'a retiré un quart d'heure. Etpuis il y a aussi un racisme entre les qualifications. La plupart d'entre nous sont OS!

Récemment, le chef a donné le papier de maladie au lieu de celui d'accident du travail. Même au Portugal, qui était raciste et fasciste, il n'y a pas longtemps je n'ai jamais vu ça. Deux jours avant la grève, il y en a un qui s'est coupé la main ; le chef lui a dit : « Si tu dormais pas sur ta machine, ça n'arriverait pas ». C'est justement le travail qui fait dormir ; toutes les deux minutes, il faut faire une pièce ; ils nous interdisent d'aller au wc et de boire un café ».

il va me casser la figure...

La grève, c'est très dur, surtout pour une femme : jour et nuit, on reste là devant la porte. Le gros problème c'est l'argent. Ce matin, je parlais au haut parleur pour nous défendre ; le chef d'atelier a fait un geste grossier comme pour me casser

la gueule. De toute façon, ils nous traitent comme des esclaves, comme un régiment. Le chef d'atelier, on dirait un militaire. J'ai cinq enfants, ils sont tout seuls depuis cinq heures. [...] J'ai vu une femme, elle était en grève depuis deux ou trois jours, elle a eu peur que son mari la frappe : « Il va me casser la figure, c'est pas la peine ». Moi, mon mari m'encourage, c'est lui qui fait les repas maintenant, c'est lui qui s'occupe des gosses.

Un copain de la CGT conclut : « C'est vrai qu'on croyait avoir pensé à tout ; mais je m'aperçois que ce n'est pas le cas... ».

Les problèmes que soulèvent ces réflexions sont ceux de toutes les femmes ouvrières : surexploitées, sans droit à la qualification, méprisées et insultées par les chefs, seules à affronter les problèmes des enfants, d'un mari récalcitrant, toutes choses qui font qu'entrer dans la lutte et y participer pleinement n'est pas chose facile. C'est aussi face à ces problèmes-là qu'il faut organiser la solidarité.

Correspondance ■

(1) L'usine fonctionnait auparavant en deux équipes. Devant les plaintes d'habitants du quartier, le patron décidait, il y a quelques semaines, un retour à une journée normale (8 h - 17 h 30), mais avec une réduction du salaire horaire. Les ouvrières ont refusé le retour au travail en équipe et la réduction de salaire.

garde à vous mêmes

sergent Quinard :

« pourquoi j'ai déserté... »

Jean-René Quinard est sergent d'active et déserteur depuis six mois. Il mène un combat avec plusieurs de ses camarades d'active contre l'armée « qui fait signer à des mineurs après une publicité mensongère, des contrats pour plusieurs années, non résiliables ». C'est contre ces pratiques, contre cette oppression qu'il a subi, et ne supporte plus, qu'il témoigne. Recherché par la sécurité militaire qui veut le faire passer pour fou, il fait des interventions partout en France et espère que son procès, s'il a lieu, sera exemplaire.

T.S. : Jean-René Quinard nous avons déjà eu l'occasion de parler de toi dans TS. Peux-tu dire qui tu es ?

Jean-René Quinard : Début septembre 1976, j'ai déserté à trois mois de la fin d'un contrat de sept ans que j'avais signé à 16 ans. Comme des milliers de très jeunes garçons je m'intéressais à l'aviation et, en 1969, j'avais 14 ans, j'ai écrit à Sud-aviation, pour leur demander une documentation. Sud-aviation a transmis

ma lettre à un centre de documentation de l'armée de l'air qui m'a promis un métier enthousiasmant et bien payé. A 16 ans, on me fit signer un contrat de sept ans; en échange je touchais une grosse prime et je croyais m'assurer la belle vie. Sur le papier je pouvais être pilote; je suis devenu technicien en téléphone. Après trois ans d'école militaire, j'ai rencontré des jeunes lors d'un stage aux P et T et des questions me vinrent à l'esprit : le rôle de notre défense,

et mon rôle dans cette défense. J'ai tout fait pour résilier mon contrat; dès lors la sécurité militaire s'est intéressée à moi; j'ai perdu ma spécialité, j'ai été muté disciplinairement à Metz d'où j'ai déserté; je lutte contre l'armée qui embrigade, chaque année, 30 000 jeunes dont 20 000 mineurs.

T.S. : Qu'est-ce que tu penses faire maintenant ? Comment envisages-tu ton combat ?

J.-R.Q. : La chose principale c'est de diffuser l'information, dire ce que fait l'armée, comment elle recrute, quelles sont ses méthodes (1); c'est me créer un soutien de l'extérieur, pour que le jour de mon incarcération je ne sois pas seul. J'ai fait plusieurs tours de France pour rencontrer des groupes, des mouvements, des journalistes; je continue avec mes camarades d'active: partout où j'ai fait des conférences de presse, ils m'entouraient, sauf à Rennes: là, c'était le général de La Bollardière qui m'apportait son soutien total. Nous publions des notes sur les écoles militaires, les engagements, sur les conditions de vie des jeunes recrutés, etc.

T.S. : Ton cas est un peu exceptionnel, mais crois-tu qu'il reflète une crise importante parmi les engagés ?

J.-R.Q. : C'est sûr. La preuve: ceux d'active qui m'entourent. Il ne faut pas oublier les 2 500 engagés déserteurs chaque année, et les 8 000 qui ne renouvellent pas leur

contrat. Parmi eux combien acceptent de passer pour fous, de séjourner en hôpital militaire psychiatrique pour enfin fuir l'armée? Longtemps les engagés ont bénéficié de la lutte des appelés par leur neutralité, quelquefois leur complicité. Une bonne partie des revendications des appelés sont aussi les nôtres. Aussi voit-on de plus en plus d'engagés participer activement aux luttes des comités de soldats, ce qui inquiète beaucoup les autorités militaires: elles ont toujours tout fait pour que cette liaison soit impossible. Le malaise des engagés est peut-être plus profond que celui des appelés; ne vient-il pas justement de nos conditions de recrutement, de l'endoctrinement que nous subissons, de notre isolement total, et cela pendant des années ?

T.S. : Tu seras, sans doute, arrêté un jour ou l'autre; il te faudra alors préparer ton procès. Sais-tu déjà ce que tu voudras en faire ?

J.-R.Q. : Effectivement, et sans doute prochainement, je serai arrêté: un mandat d'arrêt est lancé contre moi sur tout le territoire parce que j'ai déserté, que j'ai renvoyé mes papiers militaires avec une lettre de démission. Il y a quelque temps on me cherchait en même temps à Belfort, à Rennes et au Larzac. Dès le premier jour de ma désertion, j'ai préparé mon procès avec mes avocats et mes témoins. En réalité, comme l'ont déclaré des sous-officiers d'active dans une lettre à Bourges, mon procès ne sera pas mon procès, mais celui de l'armée.

Ce qui m'inquiète, c'est que la gendarmerie a reçu l'ordre d'arrêter un « malade mental », et ils pourraient fort bien éviter ce procès en m'interneant en hôpital psychiatrique. Pour parer à cette éventualité je me suis fait expertiser chez des psychiatres indépendants de l'armée. L'armée a ses experts qui ne pèsent pas lourd devant tous les témoignages en ma faveur qui seront alors publiés.

T.S. : Une dernière question: tu fais signer actuellement une pétition pour porter plainte contre l'armée; qu'en est-il ?

J.-R.Q. : Dans le civil toute propagande mensongère influençant ou déterminant le choix du public est fortement réprimée. Or, l'armée, non seulement peut se permettre de véritablement détourner des mineurs en leur faisant miroiter des métiers auxquels elle n'acceptera pas qu'ils accèdent, mais encore elle est vivement encouragée dans cette voie par le pouvoir en place qui augmente pour 1977 de 58 % les crédits du SIRPA, le centre de propagande des armées. Autrefois, on faisait boire les jeunes pour qu'ils signent; aujourd'hui on les manipule. Grâce à la crise économique, l'armée recrute mieux et peut même sélectionner et éliminer les indésirables. C'est contre tout cela qu'il faut lutter.

Propos recueillis
par P. THURET ■

(1) Un dossier sur les écoles militaires est disponible chez J.-Y. Bellay, 39, rue Saint-Héliér, 35000 Rennes. Tout soutien financier, dont Jean-René Quinard a largement besoin, est à transmettre à la même adresse.



Photo X

et pourtant elle tourne...

la corne de l'Afrique : le grand échiquier

La corne de l'Afrique est mal partie. A la veille de l'accession à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas — dont les modalités sont d'ores et déjà discutées par le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM et les différentes organisations représentatives des populations de Djibouti —, on assiste à une redistribution générale des cartes qui donne la mesure des enjeux et des convoitises que suscite cette région de l'Afrique. Toute analogie mise à part, et si l'Afrique est bien le lieu d'affrontements de la prochaine période, ce qui se passe aujourd'hui en Afrique orientale ressemble fort aux modifications du rapport des forces qu'ont autorisées il y a peu de temps en Afrique australe les victoires respectives du FRELIMO et du MPLA.

Quelles causes justifient donc l'attachement que les super-puissances ou les Etats riverains du golfe portent depuis quelques temps à cette contrée ?

A cela, plusieurs raisons. La « révolution de palais » qui a présidé au changement intervenu dernièrement dans l'équipe dirigeante d'Addis Abeba ne constitue pas seulement une « péripétie » dans la suite déjà longue des événements que ce pays a connus afin de sauvegarder une unité « nationale » difficile. Le durcissement subit, au sein du Derg (comité militaire), d'un noyau de dirigeants conduit par le colonel Mengistu a sans doute peu à voir avec le désir d'affirmer une rigueur idéologique plus grande que celle prônée jusqu'à présent par le général Teferi Bante, éliminé physiquement par le « groupe d'Holetta ».

L'Ethiopie doit pour l'heure faire face à plusieurs dangers que les volte-faces successives de sa diplomatie expliquent. Le danger somalien d'abord. Très réel, quoique atténué par les « pressions amicales » que ne manqueront pas d'exercer les Soviétiques sur leurs amis de Mogadiscio. On sait en effet que la Somalie, en cela largement appuyée par l'URSS et Cuba, revendique non seulement Djibouti mais également l'Ogaden éthiopien ainsi qu'une partie du Kenya. L'aide que vient de solliciter Mengistu Haïlé Mariam, chef du Derg épuré, auprès de la puissante Union soviétique pourrait s'expliquer par le désir de voir, du moins provisoirement, l'Etat somalien renoncer à la tentative de réaliser ses ambitions « nationales ».

Mais si l'acte d'allégeance à l'égard de l'Union soviétique, dont l'Ethiopie vient de faire preuve en réclamant de cette dernière une aide militaire, écarte le spectre inquiétant du voisin somalien, il précipite et radicalise d'autres alliances. Celle notamment des Américains et du régime du général Numeiry, président du Soudan. Ce qui ne va pas sans poser de sérieux problèmes à l'équipe du président Carter. Les Etats-Unis avaient en effet considérablement investi dans les régimes successifs d'Addis

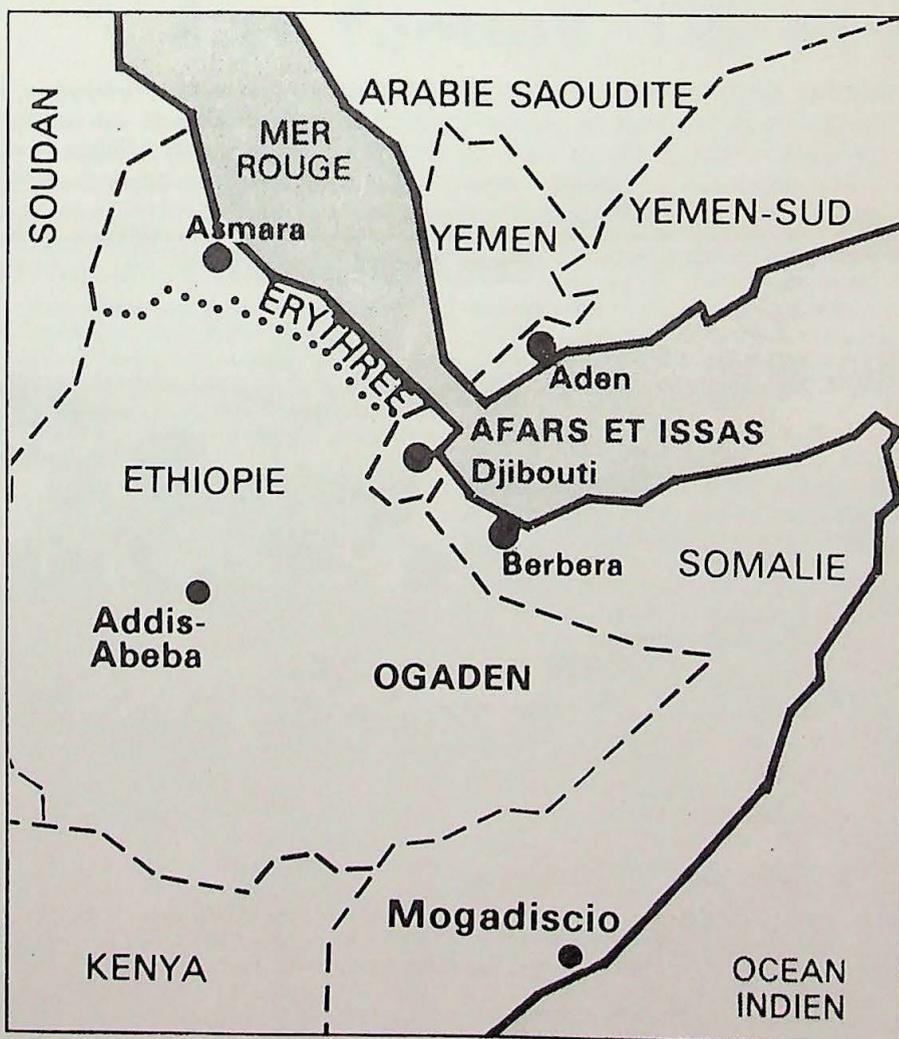
Abeba. L'histoire des relations entre les deux pays est ponctuée d'accords qui prévoyaient notamment, en échange d'une aide en conseillers militaires et en armements, le droit pour les Etats-Unis d'installer et d'utiliser la base d'écoute électronique de Kagnaw. Les USA ont longtemps consacré à la seule Ethiopie la plus grande partie de l'aide qu'ils apportaient à l'ensemble de l'Afrique ; on mesure donc aujourd'hui les conséquences qu'entraîne le revirement éthiopien. L'URSS vient, ni plus ni

moins de se gagner l'exclusivité de la sympathie dont est capable le régime d'Addis Abeba. D'où la nécessité pour les Etats-Unis de voir en quels termes ils peuvent éviter de se laisser damer le pion dans la région.

La difficulté est de taille. D'autant qu'au problème de Djibouti s'ajoute celui de la sécession érythréenne, dont 20 000 hommes de troupe aux ordres d'Addis Abeba ne sont pas venus à bout. La perte de cette région, riveraine de la Mer Rouge, serait fatale à l'Ethiopie. Elle lui ferait perdre tout accès à la mer et notamment les deux ports, vitaux pour elle, d'As-sab et de Massoua. Au-delà d'ailleurs des intérêts de la seule Ethiopie, c'est du contrôle de la « route du pétrole » qu'il s'agit. Les Soviétiques occupent des positions clés tout autour de l'Afrique (Somalie, Mozambique, Angola, Guinée-Bissau). Ce qui ne cesse pas d'inquiéter les Américains dont les positions ont été considérablement affaiblies par les maladresses accumulées par les administrations au pouvoir avant Carter.

Rien n'est pour autant joué. Pour peu que les Soviétiques sachent où s'arrêter dans leur désir d'affirmer leur suprématie, la Maison Blanche ne semble plus avoir le choix des alliances à contracter. Elle devra par exemple passer outre aux relations quelque peu empoisonnées qu'elle a entretenues avec le régime de Khar-toum (Soudan). De toute évidence, elle pourra compter sur le régime de Ryad (Arabie Saoudite) qui pour sa part s'emploie à séduire, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, non seulement Sadate et Nemeiry mais aussi — contre toute logique — une partie des forces de libération de l'Erythrée. Il est peu probable que ces dernières puissent obtenir le label révolutionnaire — qu'elles recherchent pourtant — en s'appuyant sur des forces dont le moins qu'on puisse dire est qu'idéologiquement elles n'appartiennent pas à ce que le monde compte de forces progressistes.

José SANCHEZ ■



on ne peut pas tout dire

● Week-end « Afrique australe » à Rennes, samedi 5 et dimanche 6 mars. Où? Au FJT, 11, avenue du Gros Malhon (près du cimetière du Nord). Co-organisateur? Le CRIDEV et le collectif « anti-outspan » de Rennes. Au programme? Samedi: à 15 heures, « La Namibie: quelle décolonisation? », puis « L'Afrique du Sud: forces sociales et politiques »; à 20 h 30, salle de la Cité, rue Saint-Louis, montage audiovisuel, avec la participation de Horst Kleinschmidt, Sud-Africain de passage à Rennes. Dimanche, à partir de 9 heures, « La Tanzanie: quel socialisme? » avec Alain Moreau du CRIDEV; à 14 heures, « Les ex-colonies portugaises: quel type de pouvoir? », avec José Sanchez, co-auteur de *Angola: le prix de la liberté*; à 16 heures, « La Rhodésie: les mouvements de libération », avec Roland Pichon, auteur de *Drame rhodésien*. Inscription auprès du CRIDEV, 21, rue de l'Alma, 35100 RENNES, tél.: 30.41.29. ■

● Le président Hassan Gouled Aptidon est arrivé à la tête d'une délégation de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI). Cette délégation doit entreprendre avec le gouvernement français des négociations qui doivent conduire Djibouti et son territoire à l'indépendance. La première séance de travail, qui a eu lieu le 28 février, au siège du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, a été consacrée à la définition d'un calendrier et des méthodes de travail. On prévoit que les négociations pourraient durer un mois. C'est du moins ce qu'ont laissé entendre les différentes délégations du Front uni représentant les populations du « Territoire français des Afars et des Issas ». ■

● Au terme du « congrès général du peuple » libyen qui se tient depuis lundi 28 février dans la capitale de la province de Fezzan, Sebha, la République arabe libyenne démocratique adoptera une Constitution. Signe distinctif: celle-ci pourrait être la plus courte du monde. Discuté durant deux mois par les « congrès populaires de base », le projet que le congrès national retiendra dotera la Libye de principes qui devraient fonder, aux yeux du colonel Khadafi, une ère nouvelle où la « démocratie directe de base » jouerait un rôle prépondérant. La discussion va bon train si l'on en juge par les débats que suscite la proposition des chefs historiques de la « révolution du 1^{er} septembre »: changer la dénomination du régime qui deviendrait « populaire et socialiste ». ■

nous sommes tous des ennemis de la Constitution !

Voici presque dix ans que le livre de Peter Schneider a été traduit de l'allemand et édité (1). Qui lui a donné la place qui lui revient ? Certainement pas la critique française, qui ainsi contribue à maintenir le mur opaque du silence sur l'étouffement des libertés en République fédérale allemande. Le propos de l'auteur serait-il dangereux ?

Ce que raconte P. Schneider, c'est un cas parmi des milliers de victimes des interdictions professionnelles et des centaines de milliers d'aspirants-fonctionnaires soumis à des enquêtes sur leur loyauté à « l'ordre fondamental » allemand. Ce cas, c'est celui de Matthias Kleff, professeur de lycée, licencié au moment même où il devait être titularisé, car des doutes se sont élevés au niveau de l'inspection académique concernant sa fidélité à la Constitution.

De quoi, M. Kleff, s'est-il rendu coupable ? dans une lettre interne au syndicat de l'enseignement, d'avoir protesté contre un abus de pouvoir du directeur de son lycée à l'encontre d'élèves distribuant un tract. Dans sa lettre, M. Kleff prétend que, face à des lois antidémocratiques, la seule attitude démocratique c'est la résistance.

Qui ne se souvient : quand l'injustice est légalisée, la résistance n'est-elle pas un devoir ?

Mais ici, ou plutôt en RFA, ce n'est pas un acte de résistance que l'on juge ; c'est la défense par la parole et l'écrit du droit à la résistance !

Schneider par le biais de cette autobiographie romancée montre comment les hommes s'habituent vite aux atteintes qui touchent profondément leurs libertés, comment « la capacité de ne pas pouvoir supporter l'oppression se laisse éteindre ». Quand l'ombre du soupçon s'étend à des couches sans cesse plus larges d'une population, qui peut encore juger du bien-fondé des « doutes » existant sur la loyauté d'un citoyen ? Au cœur du livre, Schneider peint avec une glaciale acuité, l'entretien qui est « accordé » à Kleff par l'inspection académique de Bade-Wurtemberg, véritable mini-« tribunal des consciences ». On y voit un effrayant procès d'intention où un mot malheureux fait figure d'aveu... où ce sont d'anciens juristes nazis, chargés autrefois de discriminer les juifs qui aujourd'hui encore jugent... des suspects comme Kleff.

silence !

Schneider excelle dans cette peinture où son ironie lui permet de prendre du recul par rapport à la procédure dont il fut lui-même l'objet. Mais ne nous y trompons pas ; derrière ce dialogue fébrile avec son avocat, c'est à nous qu'il s'adresse, c'est nous qu'il

veut convaincre... car il ne reste plus que nous, lecteurs, pour légitimer sa cause. Les mots cachent mal le malaise de l'auteur ; et comment ne pas partager sa rage impuissante devant l'oppression aveugle ? Schneider montre l'importance des retombées psychologiques sur le climat d'autocensure qui s'est créé en RFA. Le suspect devient vite paranoïaque, il développe des attitudes de fuites ; sa vie privée, y compris sexuelle, en est affectée... L'alcool, la vitesse ou la musique ne sont plus que d'éphémères dérivatifs. Le professeur Kleff

se retrouve solitaire... L'Etat allemand impose le silence aux victimes ! — c'est finalement pour avoir divulgué des documents administratifs que Kleff perd son poste — ou leur propose, en dernière analyse, de se rétracter. Mais Schneider souligne l'impasse : se rétracter, c'est perdre son identité ; ne pas se rétracter c'est à coup sûr être interdit de son emploi. Dans laquelle de ces deux hypothèses le prix à payer est-il le plus fort ?

Ce livre nous interpelle, bien au-

delà du Rhin. Chers camarades, en RFA, comme Schneider, nous serions tous des ennemis de la Constitution. Mais, à propos, sommes-nous bien sûrs d'être fidèles à notre Constitution ?

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Te voilà un ennemi de la Constitution, traduit par N. Casanova, Paris, Flammarion, 1976, 176 p., Coll. « Lettres étrangères », 30 F.



Photo X

à propos du coup de Prague ou ou quand un simplisme en chasse un autre

Michel Tichnikov a publié dans TS n° 729 une critique acerbe du livre de François Fejtö (écrit avec le concours de Vladimir — Claude Fisera et s'appuyant entre autre sources originales sur le samizdat d'un célèbre historien communiste tchèque aujourd'hui proscrit, au pseudonyme de Jan Svec). A côté de remarques judicieuses, on y trouve aussi quelques simplismes. Comme Michel Tichnikov, commençons par les simplismes.

Il n'est pas correct quand on parle d'histoire de relever en premier et presque uniquement les commentaires personnels que tout auteur est en droit d'émettre dans l'introduction et la conclusion qui, ensemble, ne représentent que 30 pages sur 270 pages de texte. Oui, Fejtö — qui assume l'entière responsabilité de ses opinions — ne range pas le PCT de 1948 parmi les partis démocratiques, oui, Fejtö a des doutes quant à la nouvelle virginité de certains PC occidentaux, PC portugais en particulier. Mais n'est-ce pas là son droit le plus strict et la tradition social-démocrate n'est-elle pas (plus ?) partie intégrante du mouvement ouvrier ?

Plus important encore, F. Fejtö n'apporte-t-il pas dans son exposé historique des faits irrécusables (basés sur les archives) qui, au moins, rendent possible cette interprétation ? Michel Tichnikov qui oublie de relever la richesse documentaire du texte sur laquelle, d'ailleurs, il fonde ses arguments, avance l'hypothèse d'un coup des « masses » par opposition à la révolte de palais et prétend que F. Fejtö ignore le rôle des masses. Or, l'auteur est loin d'une telle position qui aurait été non seulement

« bourgeoise », mais tout simplement contraire aux faits. Tout au contraire, il montre toute la dimension populaire du PCT qui doit peu de choses à Moscou et ce, tout au long du texte. Mais il dit aussi, encore une fois en le prouvant par des références aux sources communistes elles-mêmes (rendues publiques lors du dégel et du printemps de Prague puis parvenues à l'Ouest clandestinement), trois choses qu'on ne saurait vouloir ignorer. D'une part, la baisse de l'influence du PC à partir de l'été 1947, dans les usines et dans l'opinion publique en général, qui rendait problématique la marche légale vers le pouvoir.

la vindicte des vaincus

D'autre part, la tension entre une gauche communiste issue de la Résistance et de la jeunesse et une droite bureaucratique qui la musèle, puis s'en sert pour, très vite, la liquider au sens fort du terme. Enfin, le fait qu'au moment même où Beneš-Kerensky capitule, commence le processus d'exclusion de la classe ouvrière du nouveau pouvoir. Les comités d'action ne seront pas établis

dans les entreprises, les comités d'entreprises seront très vite chapeautés puis remplacés par les « maires du palais » parachutés du sommet. On évite soigneusement les mots révolution et classe ouvrière. Plus, on attaque les « trotskistes », la production devient le seul mot d'ordre et il n'y aura jamais de second congrès des comités d'entreprises. Ou plutôt si, en janvier 1969, à la barbe de l'occupant soviétique lorsque se réuniront les conseils des travailleurs.

Cela F. Fejtö le dit, de même qu'il parle de Yalta dont sont responsables et les Occidentaux et les Soviétiques. Ajouterai-je que ce livre sans pitié pour les partis non communistes se heurte déjà à la vindicte des vaincus de février ? En 29 ans, ce n'est que le second livre que nous ayons sur ce sujet. Sachons l'utiliser en dépit des divergences au niveau des commentaires. Disons une fois pour toutes, armés de cet ouvrage dédié à l'opposition — socialiste pour l'essentiel — qui lutte à Prague aujourd'hui, que le stalinisme pour être contre la droite n'est pas la gauche et que l'autogestion a été tuée dans l'œuf en Tchécoslovaquie par ceux qui, sous les parures du marxisme, instituèrent le Parti-Etat de la bureaucratie.

Claude VANCOUR ■

François Fejtö, avec le concours de V. C. Fisera, Le Coup de Prague : 1948, Paris, le Seuil, 1976, coll. « L'Univers historique », 39 F, en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

les armes de la critique

loin d'Hagondange, de Jean-Paul Wenzel on a volé le temps

Loin d'Hagondange (1), écrit et mis en scène par Jean-Paul Wenzel, a déjà couru une belle carrière théâtrale, d'abord comme mise en espace de « Théâtre ouvert » à Avignon en 1975, puis comme spectacle achevé à la Comédie de Caen. Qu'un soir de représentation la pièce ait touché Patrice Chéreau présent dans la salle, fait partie de l'anecdote. Mais ce qui existe au contraire, théâtralement, c'est le projet de Chéreau de prendre en charge la pièce de Wenzel avec ses moyens à lui, c'est-à-dire avec des possibilités scéniques qui sont grandes, mais aussi ce besoin qu'il a de sécréter des images qui bousculent les données initiales de l'œuvre et lui donnent des dimensions nouvelles.

Au cours de l'hiver 1974, Jean-Paul Wenzel a eu envie de parler de lui, de ce qu'il a vécu dans sa famille, des personnages qui ont entouré son enfance, et il a écrit une pièce non seulement solide mais pleine, une pièce dans laquelle il est très mal commode d'introduire rien par force sans que le sens qu'elle a, qu'elle veut avoir risque de se perdre.

La pièce montre Georges, un ouvrier en sidérurgie, et sa femme Marie, qui ont attendu le moment de la retraite pour commencer à vivre. Ils ont dû entasser des billets dans des boîtes à biscuits ou placer des sous à la Caisse d'épargne. Ils ont maintenant en pleine campagne la maison rêvée, la toile cirée riante, le chauffe-eau qui devrait marcher, l'abonnement à « Sélection » et la gondole de verre, souvenir du voyage de noces de leur fille qui, elle, continue d'habiter Hagondange.

Mais ce qu'ils ont aussi, ce qu'ils n'osent pas se dire qu'ils ont en commun, c'est une sorte de temps arrêté. Pendant quarante-sept ans de mariage — l'âge qu'ont les assiettes de Limoges encore intactes — ils ont été pris en charge, programmés en quelque sorte, l'homme à l'usine et la femme au service de l'homme et des enfants, conditionnée par leurs horaires et leurs besoins. Que faire quand la programmation cesse tout à coup et que vous échoit toute une quantité de temps libre dont on n'a pas le maniement ?

un gouffre ouvert

Ce qui a attiré Chéreau, c'est l'expression de ce gouffre ouvert : un temps inutile et pourtant compté qui n'ouvre que sur la mort.

C'est lui qu'il a dessiné en étonnantes images. Plus de campagne

verte comme dans la mise en scène de Wenzel, mais une terre sans nom où alternant cratères et monticules et sur qui change la couleur des saisons. Loin d'Hagondange, la vie s'est arrêtée.

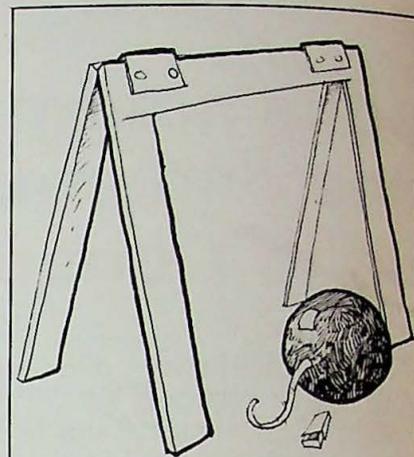
Cela se traduit scéniquement par une intolérance violente des personnages pour un quotidien sans projet. Ce qui, dans la vie courante, leur servait de support (meubles usuels, etc.) est progressivement évacué, laissant la place à un fantastique de l'usine : bruit des machines, bruit qui vous réveille la nuit comme une douleur dans un membre qu'on n'a plus. Il faut que Georges réinvente l'usine à partir de son atelier, qu'il retrouve les gestes d'autrefois, même si ceux-ci se précipitent, deviennent frénétiques.

Mais comment ne pas voir dès lors que, de la pièce écrite et voulue par Wenzel à la représentation de Chéreau, un glissement de sens s'est opéré. *L'Hagondange* de Chéreau, cité d'au-delà le désert, est une image du temps irrattrapable : métaphysiquement, parce que l'homme ne revient pas en arrière, activement aussi. Hagondange, c'est le temps donné à l'homme pour entreprendre et ensuite il sera trop tard. Les personnages de Chéreau ont eu ce temps d'Hagondange, ce temps qui, selon Wenzel, leur a été volé.

Dans ce glissement d'une option à l'autre, c'est le sens politique de la pièce qui se perd. Là où les personnages de Wenzel vivent un moment de l'exploitation de l'homme qui, pris dans un système, n'a jamais eu son temps de vie à lui, ceux de Chéreau vivent un moment du devenir humain. Chéreau fait un magnifique spectacle — mais seulement cela — de ce qui, dans son écriture, est un théâtre de combat.

Dominique NORES ■

TNP au Théâtre de la Porte St-Martin, puis au Théâtre de Villeurbanne à partir du 12 avril.



théâtre

● **Guerre au troisième étage** de Pavol Kohut ; Denis Llorcas met en scène une pièce écrite par l'un des signataires, en Tchécoslovaquie, de la « Charte 77 ». Un texte important qui veut dénoncer « l'Impuissance anonyme face à la puissance sans visage » (Petit Odéon : 325.80.92). ■

● **Transit** de Henry Miller ; Le Chantier-Théâtre s'était fait connaître en montant la seule pièce de L.-F. Céline : *l'Eglise*. Aujourd'hui, il s'attaque à l'unique pièce écrite par l'auteur de **Tropique du cancer** : on y suit les angoisses d'un homme qui refuse la vie avant de découvrir la vérité dans le monde du cœur. (Chaillot-Gémier : 553.74.27). ■

● **Le météore** de Friedrich Dürrenmatt ; Adaptée par Marcel Aymé, une pièce sur la Mort, le hasard et la notion d'éternité. Gabriel Garran assure la mise en scène de cette création où nous retrouverons Claude Dauphin et Denise Peron, excellents comédiens. (Théâtre de la Commune, Aubervilliers : 833.16.16). ■



Pascual Duarte de Ricardo Franco

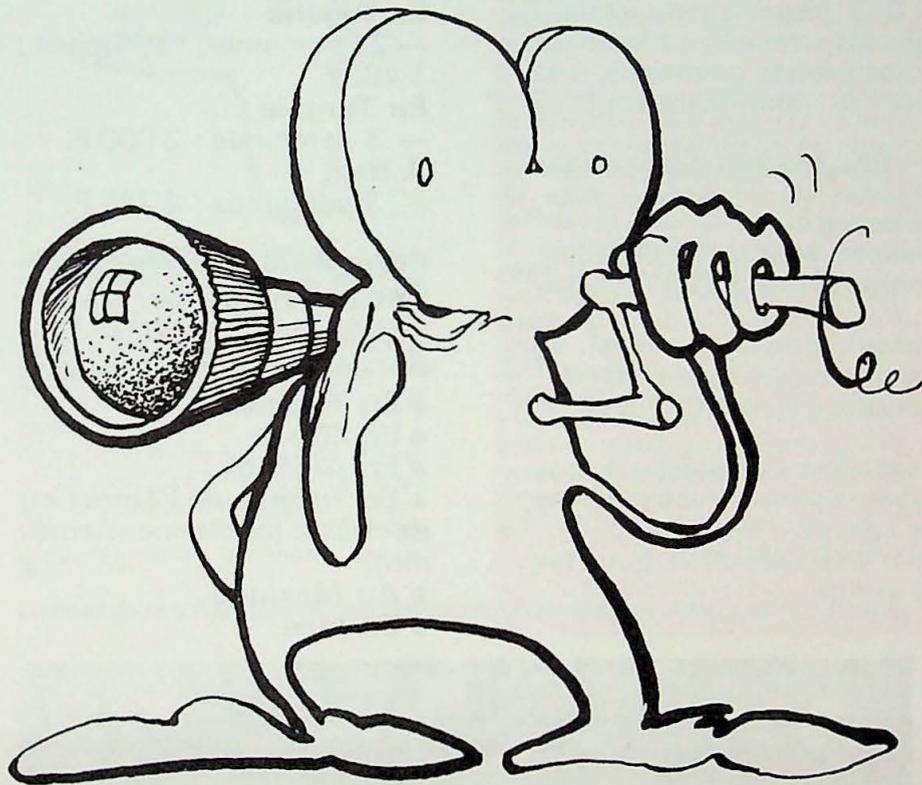
viva la muerte

En adaptant le roman de Camilo José Cela *La Famille de Pascual Duarte*, Ricardo Franco nous offre une œuvre ambiguë mais digne d'intérêt (1). C'est, à travers la chronique d'un destin individuel prisonnier de lui-même, toute une « âme » espagnole que nous pouvons retrouver. Une âme où tourments, solitude et violence ne font plus qu'un.

Devant Pascual Duarte, Franco s'est volontairement retiré : sa caméra témoigne plus qu'elle ne prend parti ; l'auteur a l'air d'interroger le curieux visage de son personnage, mais le programme lui-même pose une question. Il ne sait pas comment, il ne sait pas pourquoi, mais son chemin sanglant vers la mort porte un regard sur son peuple, sur son époque, et semble les interroger. Très précisément située (1902-1937), la vie de Pascual Duarte est un morceau de silence entrecoupé de meurtres affreux. Enfant joyeux, élevé à l'intérieur d'une famille où la violence est déjà reine, Pascual semble doux, bon, affectueux. Mais l'univers espagnol ne permet pas cette douceur et la guerre civile ne va pas tarder...

un être d'instinct

Paysan éloigné de toute ville, Pascual Duarte mène une vie de solitaire. Un jour, comme ça, il tue son chien. L'absurdité de son geste nous entraîne vers une réflexion sur l'absurdité de tout destin humain, lorsqu'il est enfermé au sein d'une société cruelle, pleine de contradictions et incroyablement austère. Le signe de l'Eglise est là, qui pèse lourd. N'a-t-on pas appris à Pascual, lorsqu'il était enfant, combien était beau le sacrifice d'Isaac ? Et, dès lors, n'est-il pas « normal » qu'un individu prisonnier de ses racines et condamné par l'Histoire devienne un meurtrier abominable, tuant sa mule, le souteneur de sa sœur, sa mère enfin — abomination des abominations pour un être né dans un pays où la famille a quelque chose de sacré ? Si Pascual Duarte va de crime en crime, il n'en garde pas moins un visage impassible, comme non concerné. C'est que, justement, il n'est pas concerné. Il est un être d'instinct qui vit ses douleurs au premier degré : lorsque sa femme meurt, plus rien n'existe autour de lui, et c'est dans l'inconscience la plus totale qu'il extermine ce qui lui tombe sous la main. A travers cette chronique d'un destin solitaire, d'un « cas », Ricardo Franco analyse la période tourmentée qui devait mener à l'année 36 : autour de ce village où rien ne se passe, l'Espagne est en train de bouger. De rapides scènes nous rap-



pellent les principaux bouleversements de l'Histoire mais, jamais, nous ne pouvons pénétrer à l'intérieur d'une Espagne politique : tout est vécu à travers Pascual et tout, ainsi, se trouve gommé. Animé d'une violence bien plus « cosmique » que politique, Pascual Duarte en arrive à tuer un « possédant » ; mais ce geste n'a aucune signification politique, il n'est que la continuation d'un cheminement sanglant où l'homme qui a souffert essaie inconsciemment de vivre une « catharsis », sa propre purification. A la fin de son chemin, lorsqu'il va devoir périr sous le garrot franquiste, pour la première fois, Duarte sort de son silence. Et c'est pour gémir, hurler, trembler à la façon même de ces animaux qu'il avait sacrifiés. Par là, Ricardo Franco veut montrer que son personnage est victime de son temps, de son pays, de sa société enfin, où l'homme ne parvient pas à changer son destin subi en destin dominé.

En tant que regard sur l'isolement, *Pascual Duarte* est une œuvre intéressante ; cependant il y règne beaucoup de complaisance et d'obscurité. La « dialectique » du cinéaste se perd un peu dans le paysage âpre et sauvage de l'Espagne paysanne. Franco, en jouant l'horreur jusqu'au bout, s'est détourné des leçons du grand maître espagnol qu'est Luis Bunuel : souvent, la force de l'imagination est plus « dérangeante » que la force de ce qui est montré. Et, ici, ce qui nous est montré ne peut que soulever l'indignation.

Fabian GASTELLIER ■

(1) Quintette, 8-10, rue de la Harpe, 5^e. 033.35.40.

hémoglobine en bandes dessinées

Après lecture des quatre premiers volumes de *l'Histoire de France en bandes dessinées* (1), un résumé d'humeur pourrait donner ceci :

En ces temps-là, on se fendait la gueule avec une déconcertante facilité, les trônes étaient glissants et, désinvoltes, les épées vous traversaient le corps. Quand les rois ne se tapaient pas sur le ventre, ils se le pourfendaient pour le bien de la France future. Les tableaux ne suivent et se ressemblent : au moment critique, surgit le gus qui galvanisera les énergies, repoussant, poitrail à l'air et poing dressé, Viking, Infidèle, Hun et les autres. Gageons qu'en fin de lecture nos chères petites têtes blondes auront un méchant sourire d'hémoglobine en travers des gencives. Les PROJOS sont braqués sur les têtes couronnées. En ces épiques époques opaques pas besoin de revaloriser le travail manuel : ils maniaient tous la hache. Enfin, faut croire. Histoire événementielle. Les dates défilent follement et chaque page déverse une kyrielle de noms qui vous paume irrémédiablement. On ne retient rien. Rien ? Pas tout à fait : maintenant, je sais que Charlemagne a avalé son bulletin de naissance en attrapant froid au sortir d'un bain, en 814. Fabuleux, non ? Le dessin ? Inégal. Selon le dessinateur, c'est plus ou moins mou. Les couleurs ? Uniformément dégueulasses. A croire qu'ils ont parié d'utiliser toutes les gammes de la palette. Images qui collent au texte, s'étouffent et manquent de force et de souffle. Vous ne voudriez tout de même pas que l'Histoire sérieuse soit illustrée par un Reiser. ■

(1) *Vercingétorix/César* ; *Attila/Clovis* ; *Charlemagne/Les Vikings* ; *Hugues Capet/Guillaume le Conquérant*. Larousse.

quelques tours de manivelle

Il y a quelques mois, le PSU commençait à tourner un film : un film du PSU sur le PSU. L'idée directrice ? Partir de la fête, symbole d'une autre vie possible, rassemblement des luttes, expérimentation d'autres rapports entre les gens. Puis intégrer des séquences sur des actions militantes et sur la vie du parti.

L'équipe de tournage fait le point : « Où en est notre film ? Plus de trois heures d'images et de sons. On utilise 16 mm/couleur. Sur la fête, la vie d'une section : Asnières, Gennevilliers... Il y a aussi un travail de tournage, de montage, de sonorisation considérable... Le tout réalisé par très peu de « travailleurs » : notre effectif « cinéma » oscille entre quatre ou cinq

camarades de la profession, qui essaient de concilier leur activité militante avec leurs activités professionnelles.

Parmi les projets à venir ? Le PSU dans la lutte quotidienne : tournages à Fougères, Louviers, Coupvray... Mais nous avons besoin d'une aide technique complémentaire. Les « bonnes volontés » peuvent contacter Claude Weiss, 36, rue Hector Berlioz (Appartement 163) 93000 Bobigny.

En quelques semaines, le film peut - et doit - être réalisé. Que les sections suggèrent de nouveaux thèmes, qu'elles signalent les actions à filmer, et qu'elles n'oublient pas le financement - nous manquons également d'argent. P.G. ■

ARVEL

une association au service des familles et des jeunes

Ne tardez pas trop à décider de vos vacances : il n'est jamais trop tôt pour bien faire et il est parfois trop tard pour obtenir ce qui correspond le mieux à son choix. Mais avant de décider vous feriez bien de consulter ARVEL.

Car ARVEL, c'est :

- Une association sans but lucratif
- Une association sans G.O. ni O.G. (organisateur génial). L'animateur est là pour favoriser les relations à l'intérieur du groupe en vue de dégager des projets communs, à la réalisation desquels il apporte sa compétence et sa connaissance.
- Une association éclectique — Elle propose des voyages en Ardèche... et à Bali!
- Une association de tourisme social.
 - Elle adhère à Loisirs Vacances Tourisme qui fédère 130 associations de base et propose près de 200 réalisations.
 - Elle adhère à l'INVAC (Investissement Vacances), un organisme créé par des organisations syndicales (CFDT, FO) et des organisations de tourisme social (LVT, VLF, et Léo Lagrange).
 - Elle propose des prix qui, sans être accessibles à tous (ne rêvons pas... agissons!) sont cependant les plus bas proposés en France pour des séjours à l'étranger.
 - Elle applique, sur ces prix, une réduction pour les familles aux budgets les plus serrés.

Formule 1

Rendez-vous au village

- Vous ne payez que le séjour.

Vous vous rendez au village par vos propres moyens.

En Yougoslavie

— Logement chez l'habitant dans des villages de pêcheurs (2 semaines : 700 F).

— Logement en auberge ou en hôtel.

En Italie

— Un hôtel au bord de la mer, en Calabre ou en Vénétie (280 F par semaine).

En Autriche

— Des auberges (2 semaines : 800 F).

Au Portugal

— Un petit hôtel à Sagres : 440 F par semaine.

Formule 2

Avion + Séjour

En Grèce

— Logement chez l'habitant dans les Cyclades, 2 semaines : 1 495 F.

En Corse

— Village de vacances dans le Golfe de Favone, 2 semaines : 1 440 F.

En Tunisie

— Un petit hôtel sympa, 2 semaines : 1 380 F.

En Yougoslavie

— Petits et grands hôtels, 2 semaines : 1 300 F.

En Algérie

— 2 semaines à Tipasa : 1 480 F.

En Turquie

— 3 semaines : 2 000 F.

A Bali

— 3 semaines : 4 725 F.

Formule 3

Avion + Circuit

- En Tunisie
- En Grèce
- En Algérie
- En Turquie de l'Ouest ou de l'Est (ancienne Arménie).
- Au Mexique
- En Inde

Formule 4

Expédition

Pour ceux qui n'aiment pas les voyages organisés !

Un compromis entre le voyage préparé par un groupe de copains et le voyage organisé par des spécialistes.

Une expédition offre tout à la fois la sécurité, la précision d'un budget économique et la possibilité d'agir sur le déroulement du voyage et de découvrir par soi-même.

Voyage en car pour le Portugal, le Maroc, la Laponie et l'URSS.

Voyage en avion pour le Groenland, la Birmanie, Java, le Cachemire, Ceylan, le Mexique (+ Guatemala), les Etats-Unis, le Canada, le Kenya, le Sénégal.

Formule 5

Avion + Voiture

- En Irlande, au Maroc, en Tunisie, en Grèce, en Turquie, au Mexique.

Formule 6

1 avion

● ARVEL propose aussi des vols à bon marché pour tous les continents. Si certains sont réservés (nous ne sommes pour rien dans cette ségrégation !) aux jeunes (moins de 28 ans), ou aux Etudiants, ou aux Enseignants, d'autres sont ouverts à tous :

1 exemple : Lyon-Tunis, avec 7 nuits et petit-déjeuner : 720 F (de Paris + 130 F).

Inclassable

● **Plein de choses :** une croisière en caique à travers les îles de l'Adriatique yougoslave, du cheval en Provence, des randonnées cyclo en Ardèche, du bateau sur la Saône.



Nom _____ prénom :

Adresse :

Envoyez-moi rapidement votre programme d'été.

Adressez ce bulletin à

ARVEL

12, bd des Brotteaux, 69006 Lyon. Tél. : (78) 52-56-48.

points de vue

« Il s'agit de savoir si nous entendons présenter l'originalité d'une culture qui s'affirmera à la télévision à travers des œuvres plus nombreuses de créateurs, d'artistes et d'auteurs d'expression française, ou si nous nous laisserons modeler toujours davantage par une influence étrangère dominante... »

Ainsi s'exprime dans *le Manifeste de la télévision* une centaine d'artistes et d'auteurs. Mis à part les accents poujado-nationalistes et les silences de ce texte qui, par exemple, ne remet pas en cause le caractère ultra-centralisé de la télé ni l'existence d'autres langues et d'autres cultures dans l'Hexagone, la question se pose évidemment. Il suffit pour s'en persuader de passer un après-midi de samedi sur TF1 (*Restez-donc avec nous*).

En trois heures d'antenne, on nous offre une copieuse fricassée de héros « positifs » made in USA. Et même en tenant compte des allées et venues entre la cuisine, la salle de bains et le coin-salon, ça doit finir par laisser des traces.

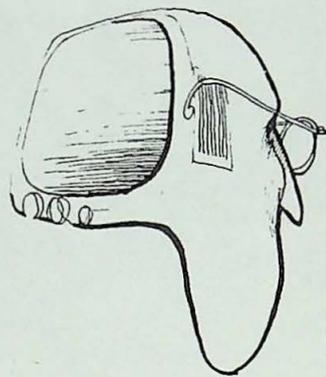
La série de science-fiction *Cosmos 1999* ouvre le feu. L'autre jour, 26 février, notre commandant a eu maille à partir avec ses petits camarades astronautes, perturbés par un ordinateur maléfique... Mais il s'en sortira, et tout son monde avec lui. Question de compétence, de courage, d'autorité.

idoles, sheriffs tout azimuts

Ensuite, vient : *Spiderman*, nouveau dessin animé inspiré directement des bandes dessinées à bon marché du même nom. Cette série qui, au second ou au troisième degré, ne manque pas d'une certaine poésie, fait au premier degré de l'idéologie à tout crin... En conclusion de l'épisode, notre homme-araignée virevoltant autour de la statue de la Liberté, défie solennellement « voleurs et criminels » parce que : « quand on a une grande puissance, on a de grands devoirs... »

On passe alors à *Sam Cade*, feuilleton qui nous campe un shériff en jeep (Glenn Ford) - « efficace, énergique, rude et loyal... l'idole des jeunes et des parents » : c'est Denise Fabre qui le dit, la pupille dilatée, le sourire à jamais accroché aux oreilles. Ça continue : autre dessin animé : *Momo et Ursul*, un gorille et une souris (ou quelque chose d'approchant) eux-aussi dans le rôle de shériffs nettoyeurs de villes et de pampas.

En intermède, on nous propose deux sortes de divertissements « bien de chez nous ». D'abord, un petit jeu d'énigmes qui peut rapporter du fric, si on a écrit à temps, si on a le téléphone, si on est tiré au sort... Par ail-



leurs, un concours de danse *En piste* où les jeunes couples dynamiques qui savent en tâter peuvent faire reconnaître leur talent, jaugé à l'applaudimètre, et (pourquoi pas?) entamer une belle carrière de Claudette...

Bref, et pour nous résumer : glorification tout azimuts du « vrai chef », du sauveur, du leader, de celui qui sait et qui peut. Exaltation de valeurs qui ont fait leurs preuves : virilité, hiérarchie, respect des lois et de la morale conventionnelle ; en même temps,

libre concurrence, stimulation, compétition : que le meilleur gagne, ou plutôt celui qui gagne est forcément le meilleur. C'est parfois moins simple, plus subtil ou sophistiqué. Ce samedi-là, ça semblait clair comme de l'eau de roche.

et la censure?

Par hasard, le même jour, nous sommes tombés vers 11 h du soir, sur l'émission *Drôle de baraque* (A 2). De la façon la plus anodine, on nous annonçait « un moment d'humour antillais »... En fait d'humour, il y avait comme de l'acide dans le rhum. Ivan Labejoff et sa bande auraient tout pour faire une belle carrière en « métropole » : dans le genre « typique », madras et parler créole... que nenni ! Ils s'entêtent à jouer, raconter, chanter les avatars du colonialisme, les ratonnades de banlieue et autres anecdotes déplacées... Un spectacle neuf, cocasse et dur, qu'on ne risque pas de revoir de si tôt.

On nous signale enfin un cas de censure caractérisée. Mme L. Weill, vice-présidente de la section française d'Amnesty international a été récemment invitée à parler de la torture pour l'émission *le Jour du Seigneur*. Les six minutes enregistrées, pendant lesquelles des cas précis étaient cités (en Guinée, au Maroc, au Bénin) ont été supprimées lors de la diffusion le 13 février. Pour raison « diplomatique », selon toute vraisemblance. La section d'Amnesty international s'interroge : « Au nom de quel principe, peut-on considérer que la télévision doit se sentir en quoi que ce soit concernée par les préoccupations du gouvernement français ? Sa seule mission est de rendre publics les faits qui viennent à sa connaissance ; il importe au plus haut point qu'elle l'assume. Lorsque les pays totalitaires étrangers se plaignent auprès du gouvernement français d'une campagne de la presse écrite, celui-ci répond qu'il n'en peut mais, que la presse est libre et qu'il n'a pas pouvoir de la museler. Que ne fait-il de même pour la télévision ? ». Voilà qui ne manque pas de bon sens. Amnesty international : des gens qui méritent sûrement d'être connus...

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 16

Horizontalement :

I. Tape sur le pavé. II. Dans des luttes italiennes. III. Où un prince (là-aussi) fait la loi. IV. Finit souvent gelée. V. Lourde charge - et éventuellement spéculer ! VI. Mania la chaîne. VII. Fut sacré en Egypte. VIII. Mauvais souvenir pour Barre - symbole. IX. Lave le VII - porte le V. X. Petites parentes.

Solution du problème n° 15

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	Q	U	E	R	E	L	L	E	U	R
II	U	R	S	S				E	S	T
III	E	U	T	C	E	T	A	S		
IV	S	B		P	U	M	A		M	E
V	T	U	P	A	M	A	R	O		R
VI	I		E	L	U	C	I	H	E	V
VII	O	P		E	L	I	A		C	I
VIII	N	E	S		E	E		F	E	R
IX	N	A	I	N			F	R	I	T
X	A	N	C	I	E	N	N	E	T	E

Verticalement :

1. Des saisons en enfer. 2. De bas en haut : orne - quel style ! 3. Ce que nous vendent les Borel. 4. Possèdent - tel le kilt. 5. Employé par un notaire - serpente en Argovie. 6. Vieux Sicilien - direction. 7. Un « libéral » très avancé - partie de jeu. 8. Belle il y a longtemps - patron. 9. Une partie du Siam - un dieu. 10. Des trous dans un pont.

sélection TV

Vendredi 4 mars à 20 h 30 sur FR3, Service Public : *L'Innovation*. Imagination ou pouvoir. Est-il possible d'innover en technologie sans innover dans le social et le politique, sans innover dans les structures mêmes de la société.

Dimanche 6 mars à 21 h 30 sur Antenne 2, une dramatique : **Jeudi 7 avril.** Une intrigue fantastique à partir de deux idées. « Les objets définissent les gens » ; « Plus on accumule d'objets et plus on vieillit ».

A 22 h 30, cinéma de minuit : *Les Sorcières* de Mauro Bolognini. A voir pour Silvana Mangano.

Lundi 7 mars à 20 h 30 sur TF1, un film : *M. Verdoux* de Charlie Chaplin. Charlot le marginal est remplacé par un Charles Chaplin acteur convenable, c'est-à-dire confortablement hypocrite. La critique sociale devient explicite et descriptive.

Mardi 8 mars sur France-Culture, Dialogues : *Les origines de l'homme*. A travers la paléontologie et la préhistoire.

A 20 h 30 sur Antenne 2, les Dossiers de l'écran : *Casaque arc-en-ciel*. Débat : le monde des courses de chevaux. Trafics, dopages, on n'ira sans doute pas aussi loin, car cela fait vivre trop de monde.

A 21 h 30 sur TF1 : Le monde des Peintres naïfs : les naïfs allemands.

Mercredi 9 mars à 20 h 30 sur FR3, cinéma 16 : *La Fortunette*. A travers une comédie satirique appréhender un problème sociologique de notre temps : le tiercé. Les intentions sont bonnes, le résultat reste à voir.

A 22 heures sur TF1, une émission médicale : le rein artificiel à domicile. Emission d'Igor Barrère. Avantages et inconvénients du rein artificiel à domicile. Interviews de médecins, de spécialistes, de malades.

Jeudi 10 mars à 20 h 30 sur Antenne 2, un film : *Zorba le Grec* (1964).

A 20 h 30 sur FR3, un film : *Lola Montes*, réalisation Max Ophüls.

A 22 h 30 sur TF1 : Impressions sur un virtuose : Claude Kahn. Interprétations d'œuvres de Chopin, Liszt, Debussy, etc.

Vendredi 11 mars à 20 heures sur France-Culture : Le rein artificiel à domicile. Prolonge le débat amorcé sur TF1 le 9 mars, avec réponse aux questions des auditeurs.

A 20 h 30 sur FR3 : service public : *La publicité : vente ou mensonge.* La publicité mensongère, malgré un système de contrôle, existe encore, car les sanctions sont dérisoires ou ne sont pas appliquées. De toute façon quand elle n'est pas mensongère, entre la réalité du produit et son image publicitaire, le fossé est très large.

A 21 h 30 : *Igloolik ou la Planière esquimaude*. Les esquimaux du grand Nord canadien : leur système de vie écologique. L'agression que constitue la civilisation des Blancs.

A 21 h 30, *Apostrophes* : Vive le roman populaire.

A 22 h 47, ciné-club : *Marie*, film hongrois de Marta Meszaros. Une femme, veuve récemment veut réorganiser sa vie, librement... ■

T.S. : En 1971 déjà, tu as présenté un spectacle sur la Commune de Paris. Aujourd'hui, à nouveau la Commune, avec une très belle leçon d'histoire sur Louise Michel... Pourquoi ?

Dominique Houdart : J'ai découvert le personnage de Louise Michel en montant mon premier spectacle sur la Commune, en mai 1971. J'ai eu envie de fouiller le personnage et de réaliser un spectacle de réflexion politique. J'ai consulté des documents d'époque : les mémoires et écrits de Louise Michel, des écrits politiques et littéraires. Avec Marcel Violette, nous avons pris le document d'époque dans toute sa simplicité, sa brutalité, sa violence. La plupart des marionnettes sont des reproductions de dessins de Gill, dessinateur et caricaturiste du XIX^e siècle, qui collaborait aux journaux *L'Eclipse* et *La Lune*. Marcel Violette a construit les marionnettes un peu délicates, la compagnie a réalisé la plupart des autres. Pour la partie musicale, Michel Frantz était à la barre... Nous sommes des comédiens en train de représenter Louise Michel, un peu comme des marins sur un navire... Nous avons reconstruit un petit théâtre, fait de bois, de cordages et de voiles, à l'intérieur de tout cela, nous manipulons nos marionnettes à tige, à triangles, à gaine. La marionnette devient multidimensionnelle.

T.S. : Sixième année d'animation à Villeneuve, un an d'activités au Manitous : la marionnette sort d'un certain ghetto culturel...

D.H. : On la considère, en France, comme un spectacle pour enfants. Mais les choses changent et nous espérons, modestement, y contribuer... C'est en 1968, à Nancy, que tout a vraiment commencé en direction des adultes, avec le Bread and Puppet. Pour nous, nous marions les genres : marionnettes, masques, maquillages, apparitions à visage découvert... C'est cela, le théâtre d'animation, et il faut toujours inventer.

T.S. : Jeanne Heuclin est Louise Michel. Quelle a été sa démarche ?

D.H. : Seule, elle joue au premier degré, d'un bout à l'autre de la pièce. Nous avons pris le parti de la distanciation que la chanson favorise. Jeanne joue avec ses marionnettes, se dédouble avec celle qui représente Louise Michel, dialogue avec des marionnettes de tailles différentes. Louise Michel est tantôt dans l'histoire — tantôt hors de l'histoire : elle se penche alors sur elle-même, analyse, propose sa vision de l'histoire ; cela se situe « hors théâtre » et en avant-scène, lorsqu'elle dialogue avec le piano. Rôle difficile à tenir pour une comédienne, puisque, sans



Photo Michel Ploi.

Dominique Houdart : « Louise Michel ou les œillets rouges »

Dominique Houdart, avec une petite équipe, dirige le premier théâtre de marionnettes et d'animation pour adultes : le Manitous. Avec Marcel Violette, il anime, chaque année, en juillet, le Carrefour du Théâtre d'animation de Villeneuve-lès-Avignon. Il s'entretient avec TS de son nouveau spectacle, « Louise Michel ou les œillets rouges », des moyens d'expression qu'il a choisi de faire connaître au public, de la gauche et de la culture...



arrêt, elle est obligée de se casser, de casser l'émotion, le rythme, pour entrer dans autre chose.

T.S. : Les journalistes peuvent-ils vous aider ? Et comment ?

D.H. : Délicate question ! Les journalistes spécialisés n'ont aucun point de référence et sont très timides par rapport à nous. L'information circule mal et la formation du public ne se fait pas. Se contenter de dire « j'aime » ou « je n'aime pas » n'est pas crédible ! Les professionnels de la critique ? On les retrouve tous aux grands spectacles : c'est un peu un rendez-vous mondain ! Au Manitous, le *Souffle*, un spectacle de recherche de la Compagnie Daru qui avait connu un grand succès à Villeneuve n'a déplacé que deux critiques parisiens : ceux de *Libération* et du *Quotidien de Paris*. Ce spectacle n'a pas été connu du public et on a fait de toutes petites salles. La solution ? Que la marionnette fasse de l'entrisme : dans l'enseignement des comédiens, dans les spectacles, dans l'animation. Ainsi elle se fera connaître, obtiendra droit de cité.

T.S. : Penses-tu que la gauche pourrait vous aider ?

D.H. : Le Programme commun consacre à l'action culturelle quelques lignes seulement. Ni les partis, ni les syndicats, ni même les professionnels, qui réclament pourtant un statut, n'ont élaboré de réflexions sérieuses... nous sommes tous coupables. Certes, quelques municipalités communistes font un effort réel ; au parti socialiste, des individus de bonne volonté apparaissent parfois ; et les colloques — quelques peu « flottants » — ne manquent pas. Ce n'est pas assez ! Pendant ce temps, la formation des comédiens, les équipements, le dialogue avec le public restent en suspens. Les animateurs noyés dans la paperasse, perdent le contact avec les usagers. Dans les maisons de la culture, qui deviennent des « garages », passent des spectacles à la mode, les tournées Karsenty et Barret... Mais la création est coincée car on pense trop souvent « rentabilité ».

T.S. : L'avenir pour le théâtre du Manitous ?

D.H. : Hélas, le 13 mars, nous sommes contraints de fermer faute d'argent. Le Manitous devient itinérant, au public de nous accueillir... Nous cherchons un autre lieu... et puis il y a Villeneuve...

propos recueillis par
Françoise CLAIRE ■

Théâtre du Manitous, 17, rue Campagne-Première, 75014 Paris (métro Raspail). Location et réservation : 325.60.13, de 14 h à 20 h. Prix : 25 F - 18 F collectivités. Jusqu'au 12 mars.